

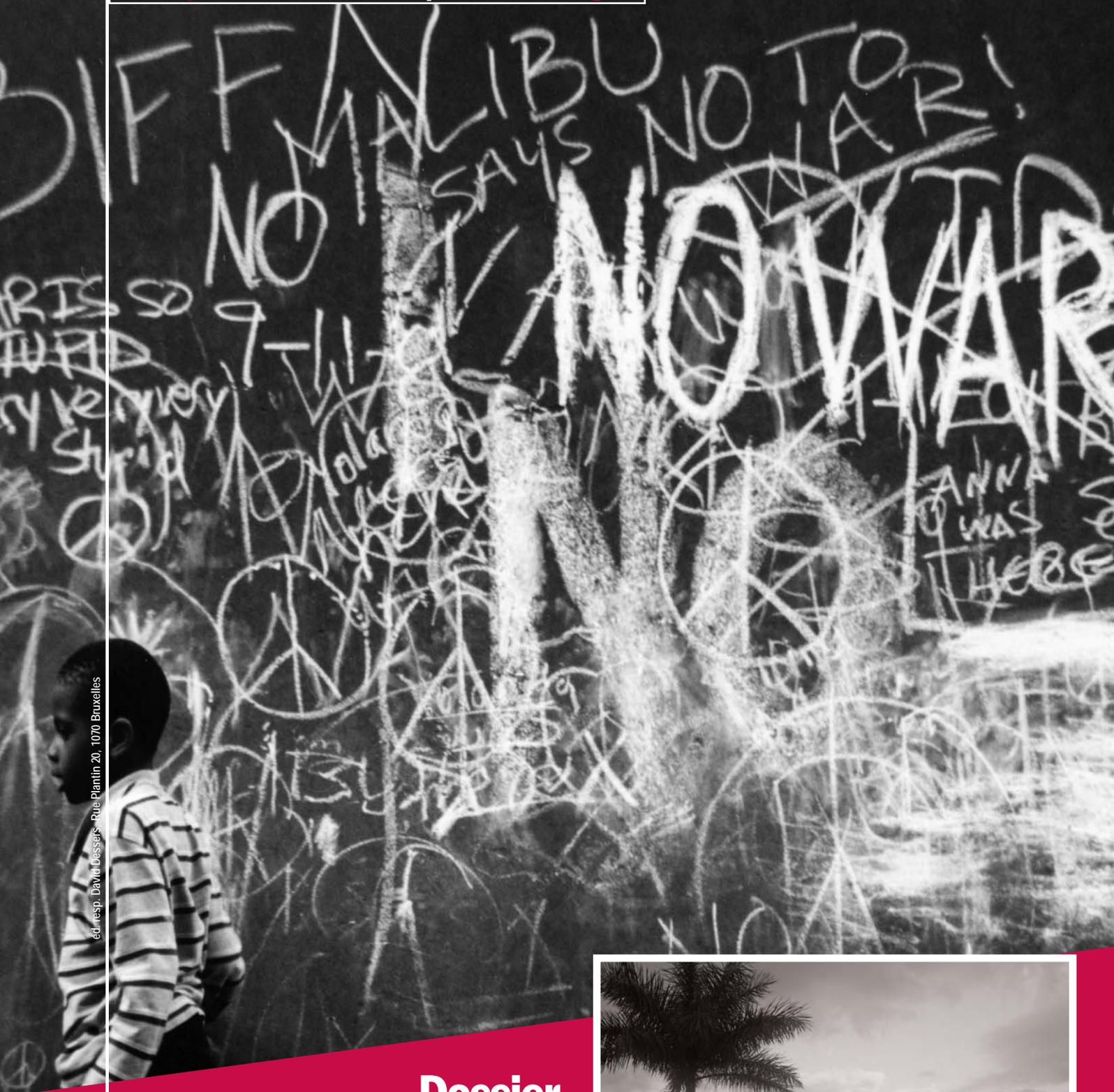
la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO
51^E ANNEE • MARS 2007

#30

Comprendre le monde pour le changer



ed. resp. David Dessers - Rue Plantin 20 - 1070 Bruxelles

Dossier Cuba Libre!

Une délégation de la LCR à Cuba





Une idée domine: Le Tiers Monde en général, l'Afrique en particulier, manque cruellement de ressources financières. Dans l'impossibilité de financer leur développement, il est alors nécessaire d'envoyer un maximum d'argent aux pays du Sud, en espérant qu'il sera utilisé "correctement". Cette idée est une "contre-vérité". L'Afrique n'est pas pauvre. Les Pays du Sud ne manquent pas d'épargne intérieure. Ils sont d'ailleurs depuis plusieurs années des exportateurs nets de capitaux⁽¹⁾. Enfin, le Tiers Monde n'a pas besoin de générosité, mais de justice. Mais admettons néanmoins cette idée selon laquelle le problème du développement au Sud serait avant tout une question financière. Combien faudrait-il "trouver" pour garantir à tout être humain la satisfaction de ses droits fondamentaux ? Est-ce beaucoup ? Est-ce possible ? PAR OLIVIER BONFOND

La DIMENSION FINANCIERE de l'alternative (#3)

Les possibilités techniques

Avant tout chose, rappelons que l'état actuel des connaissances (forces productives en jargon marxiste) ne peut représenter un obstacle à la réalisation de "notre Alternative"⁽²⁾. Au niveau de l'alimentation, la situation est significative: il y a une surproduction alimentaire au niveau mondial et il est démontré qu'on pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'individus. Pourtant, situation aberrante, près de 900 millions de personnes souffrent encore aujourd'hui de la faim, et, pire, ce sont principalement les paysans et leurs familles, c'est-à-dire ceux qui produisent de quoi manger, qui souffrent de la malnutrition !

Le calcul de l'ONU

En 2000, dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le Développement⁽³⁾ (OMD), plusieurs institutions spécialisées de l'ONU ont réalisé une étude conjointe⁽⁴⁾ pour tenter d'évaluer les ressources financières nécessaires à la réalisation des droits humains. Ces dernières estiment qu'une dépense annuelle de 80 milliards de dollars sur une période de dix ans permettrait de garantir à tout être humain l'accès à l'éducation de base, à l'eau potable, aux soins de santé de base (incluant la nutrition) et à des infrastructures sanitaires, ainsi que, pour les femmes, l'accès aux soins de gynécologie et d'obstétrique⁽⁵⁾. Bref, notre objectif serait donc de trouver annuellement 80 milliards de dollars⁽⁶⁾...

80 milliards de dollars, c'est beaucoup ?

Pour un citoyen ordinaire, 80 milliards, cela ne veut pas dire grand-chose, à part que c'est beaucoup d'argent. Même si comparaison n'est pas raison, il est intéressant, afin de rendre ce montant plus "parlant", de le comparer avec

d'autres chiffres. Citons-en quelques uns. Primo le Sud rembourse chaque année environ 300 milliards pour rembourser sa dette extérieure publique. Une annulation suffirait donc à elle seule à réaliser plusieurs fois "notre" objectif. Secundo, on estime qu'une taxe de type Tobin de 0,1% sur les transactions financières sur le marché des changes (plus de 1500 milliards par jour), rapporterait annuellement environ 100 milliards. Objectif atteint. Tertio, 80 milliards, c'est tout sim-



plement la moitié de la fortune des 4 personnes les plus riches de la planète. Pour ceux qui trouveraient cette solution un peu trop "agressive", 80 milliards, c'est aussi 0,24 % de la fortune du millième de la population la plus riche. En effet, en 2005, les actifs des 8,7 millions de millionnaires en dollars s'élevaient à 33.000 milliards ! Cinq, 80 Milliards c'est environ un sixième du budget militaire des Etats-Unis; 8 % des dépenses militaires mondiales; 8 % des dépenses publicitaires annuelles dans le monde.

Conclusion

Ces quelques chiffres (il y en a beaucoup d'autres) suffisent à démontrer que la réalisation de l'Alternative n'est pas avant tout un problème financier. De l'argent, il y en a plein. Plus, le "trouver" est possible et techniquement assez facile. Une annulation totale immédiate et inconditionnelle de la dette du Tiers monde se justifie pleinement. Représentant la nouvelle arme pour maintenir le Tiers Monde à genoux, les puissants du Nord ont-ils l'intention de l'annuler ? Les richesses accumulées par une minorité sont non seulement scandaleuses mais totalement inutiles. Un impôt sur ces grosses fortunes est-il pour autant à l'ordre du jour ? Les dépenses en armement, dépenses mortifères et mettant en danger l'humanité toute entière, sont-elles en train de diminuer au profit des dépenses sociales ? La réponse à toutes ces questions est malheureusement NON. Le problème de l'alternative est donc bien un problème de choix et de volonté politique. Misère du présent, richesse du possible... ■

(1) World Bank, GDF 2005, p. 56 ou World Bank, GDF 2006, p. 139

(2) La production de richesse mondiale a été multipliée par 8 depuis 1960

(3) Pour plus d'infos sur ces OMD, voir La Gauche n° 29: "Vers une Alternative anticapitaliste"

(4) Banque mondiale, OMS, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNICEF, Implementing the 2020 Initiative. Achieving universal access to basic social services, 1998, www.unicef.org/2020/2020.pdf

(5) Les organismes mentionnés plus haut estiment à 80 milliards de dollars par an (dollar de 1995) la somme supplémentaire à consacrer annuellement aux dépenses relatives aux services sociaux de base concernés sachant qu'environ 136 milliards de dollars y sont actuellement consacrés. Le montant total annuel à garantir oscille environ entre 206 milliards et 216 milliards de dollars.

(6) A partir d'ici, Tous les montants qui suivent s'expriment en dollar

Uri Avnery du mouvement anticolonial israélien Gush Shalom croit toutes les conditions réunies pour une nouvelle guerre contre le Liban et dans la région. Paul Vanden Bavière déclare que de plus en plus d'Irakiens pensent que beaucoup de problèmes en Irak sont dus aux énormes erreurs des occupants et Marie Debs du PC libanais dit clairement que les Etats-Unis et Israël ont échoué dans leur tentative de mettre en place leur " projet du Grand Moyen-Orient " (voir plus loin dans ce numéro).

La tentative des Etats-Unis et d'Israël de soi-disant " démocratiser " le Moyen-Orient est évidemment un trompe l'œil. La plupart des régimes autoritaires au Moyen-Orient sont mis en place par les Etats-Unis ou résultent de l'impérialisme français et britannique après la première guerre mondiale. L'agression des Etats-Unis dans la région

naires, riches en pétrole et la création d'Israël est jusqu'à aujourd'hui une source de conflits dans toute la région.

Seule une véritable décolonisation du Moyen-Orient peut résoudre les grands problèmes d'oppression et de pauvreté dans la région. Cette décolonisation commence avec le retrait de toutes les troupes d'occupation et le respect de l'autodétermination des peuples. Quand les peuples du Moyen-Orient auront pris leur destin en main, l'exploitation économique de toute la région par l'impérialisme nord américain et européen peut prendre fin. Comme l'Alba en Amérique latine favorise une coopération interrégionale et diminue la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, une réelle indépendance de tout le Moyen-Orient pourrait mettre fin à l'exploitation, l'oppression et la pauvreté.

Décoloniser le Moyen-Orient

est due à leur volonté de contrôler le pétrole, mais vise encore plus à assurer leur domination dans la région face à des puissances montantes comme la Chine et l'Inde.

La conséquence directe de cette politique d'agression dans la région est une guerre permanente et des conflits non résolus. Des solutions partielles ne sont pas des solutions puisque la cause principale des problèmes au Moyen-Orient est le morcellement colonial de la région. Après la désintégration de l'empire ottoman, la France et la Grande Bretagne ont partagé le Moyen Orient selon des frontières arbitraires. Les Etats-Unis ont ensuite aggravé les problèmes en créant des Etats minuscules, réaction-

Jonathan Polak et les anarchistes israéliens contre le mur de l'apartheid en Palestine vont dans la bonne direction. Polak vient d'être condamné à 3 mois de peine de prison pour ses actions contre le mur. Sa réponse laconique devant le tribunal : " Ce n'est pas nous qui devons nous trouver sur le banc des accusés, mais ceux qui construisent le mur de l'apartheid. " Les anarchistes contre le mur militent pour un Etat, la Palestine, où tous les Palestiniens puissent retourner dans leurs villages et leurs maisons et où les anarchistes demanderaient humblement la nationalité palestinienne. Si on mène cette réflexion logiquement jusqu'au bout, on aboutira à une fédération socialiste du Moyen-Orient. ■

la gauche

Journal de La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) - Quatrième Internationale - Mensuel édité par la Formation Léon Lesoil

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //

Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Céline Caudron, Thouraya, Daniel Liebman, Dominique Warocquiez, Ataulfo Riera,

Olivier Bonfond, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Dessers, Michaël Dehandon, Koen Deschacht, M. Lievens, Bertil Videt, Louis Verheyden, Saskia Manessen

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".



La conférence de Paris sur le 4^e rapport du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat⁽¹⁾) a mis en lumière à quel point et par quelles méthodes, directes et indirectes, certains gouvernements et milieux d'affaire tentent de peser sur les scientifiques. PAR DANIEL TANURO



Science du CLIMAT et SOCIETE

Basé sur l'étude de plusieurs centaines de cas précis, un dossier constitué par une association américaine, l'Union of Concerned Scientists (UCS), révèle "les nombreux biais par lesquels la science du climat aux USA a été filtrée, expurgée et manipulée au cours des cinq dernières années", comme l'a dit la porte-parole de l'UCS lors d'une déposition devant un comité du Congrès. Sharon Hays, chef de la délégation américaine à la conférence de Paris, a admis sans ambages que les fonctionnaires américains sur place avaient fait pression - avec succès - pour que le lien entre réchauffement et cyclones soit atténué dans le rapport.

L'American Enterprise Institute (AEI), un groupe de lobbying financé par le pétrolier ExxonMobil a offert 10.000 dollars par personne à des scientifiques et des économistes qui accepteraient d'écrire des articles dans le but de miner la crédibilité du 4^e rapport du GIEC. Un climatologue s'est plaint des pressions exercées par les délégations américaine et chinoise, pour éviter que la conférence adopte des formules verrouillant les choix politiques ultérieurs.

Les scientifiques ne se sont pas nécessairement laissés faire. C'est ainsi que la climatologue Susan Solomon a joué un rôle important dans l'adoption d'une formule forte décrivant le changement climatique comme "très probablement" dû à l'activité humaine. D'un autre côté, il ne faut évidemment pas perdre de vue les facteurs idéologiques: même quand les auteurs jouissent d'une grande indépendance par rapport au pouvoir politique et aux lobbies économiques, leurs travaux, la manière dont ils les présentent à la société, les conclusions sociales qu'ils en tirent, etc. sont évidemment marqués par leur statut social, leurs positions politiques et leur vision du monde. Une critique sociale des travaux du GIEC est donc utile et nécessaire. Le concept de changement climatique "anthropique"

mérite par exemple d'être critiqué, parce qu'il tend à escamoter la responsabilité spécifique du capitalisme. La manière dont les rapports du Groupe de Travail 3 hissent la notion de cost-effectiveness au niveau d'une loi naturelle constitue un autre aspect fondamentalement contestable. Pour l'essentiel, cette critique reste à faire.

Le cas des rapports du Groupe de Travail 1 du GIEC, toutefois, est un peu particulier, et mérite qu'on s'y attarde. L'auteur de ces lignes s'est vu reprocher de baser ses analyses sur "l'acceptation des données fournies par le système capitaliste". Vu le mode particulier d'adoption des "résumés à l'intention des décideurs", cette critique ne peut être écartée d'un revers de main. On est certes dans le cas de "science pure", mais d'une science pure qui doit "éclairer la décision" en s'inscrivant dans la tendance.

Cela soulève des questions spécifiques, au sujet desquelles le philosophe Ernst Bloch a fait des remarques fort fécondes. Parlant du "savoir indispensable pour la décision" - c'est bien de cela qu'il s'agit ici - Bloch écrit que ce savoir ne peut plus être "contemplatif": "il s'attache au processus du monde" et doit donc "prendre le parti actif du Bien (...), c'est-à-dire de ce qui est digne de l'homme dans le processus". "Cette manière de procéder du savoir" est même "la seule qui soit objective", écrit Bloch, "la seule qui reflète la réalité de l'histoire: histoire élaborée par le travail des hommes et résultant des riches intrications processuelles du passé, du présent et de l'avenir". (La question du changement climatique "anthropique" et des décisions à prendre pour le limiter cadre mot pour mot avec cette approche.)

Et l'auteur du Principe Espérance de poursuivre: "Du fait même qu'il n'est plus seulement contemplatif, un tel savoir fait appel aux sujets de la production consciente de l'histoire. Il n'est pas quiétiste

et ne professe donc pas, en ce qui concerne la tendance, cet optimisme plat de la foi automatique dans le progrès, optimisme qui a d'ailleurs pris la place du quiétisme contemplatif, puisqu'il fait prendre à l'avenir le masque du passé et le considère comme quelque chose de convenu depuis toujours et dès lors de conclu". (Ces lignes pourraient avoir été écrites pour polémiquer contre ceux qui veulent croire que la technologie résoudra le problème du réchauffement, puisqu'elle a pu "résoudre" les autres défis environnementaux auxquels le capitalisme se trouvait confronté, comme la perte des nutriments du sol - "résolue" par les engrais artificiels - ou le trou dans la couche d'ozone - "résolu" par le remplacement des CFC par d'autres composés... qui augmentent l'effet de serre).

Et Bloch de conclure: "On a cru par exemple que le simple fait de laisser touter la machine capitaliste jusqu'à épuisement mènerait automatiquement à sa propre perte (...). Tout cela est foncièrement faux et constitue même à ce point un nouvel opium pour le peuple que, cum grano salis (avec un grain de sel), une pincée de pessimisme serait préférable à cette foi aveugle et plate dans le progrès. Car un pessimisme soucieux de réalisme se laisse moins facilement surprendre et décontenancer par les revers et les catastrophes, par les éventualités terrifiantes qui ont jalonné et continuent de jalonner la progression du capitalisme".

Ce texte remarquable pourrait aider les militants de gauche à poser les bonnes questions. Plutôt que de dénoncer LA "science bourgeoise", il s'agit d'amener LES scientifiques à expliciter leurs conceptions sociales, politiques et éthiques à travers un débat avec les mouvements sociaux et à "prendre le parti actif du Bien". ■

(1) Site du GIEC: www.ipcc.ch

Le 7 mars, le BIT (Bureau international du Travail) publiait son nouveau rapport sur "Les tendances mondiales de l'emploi des femmes", à l'occasion du 8 mars 2007⁽¹⁾. RÉFLEXIONS CRITIQUES PAR CHARLES-ANDRÉ UDRY

FEMMES-TRAVAIL

A propos du dernier rapport du BIT

Le BIT constate que les femmes qui travaillent sont plus nombreuses que jamais, mais que des disparités de statut, de sécurité de l'emploi, de salaires et d'éducation entre hommes et femmes contribuent à la "féminisation des travailleurs pauvres".

Selon l'étude publiée, le nombre de femmes présentes sur le marché du travail -titulaires d'un emploi ou en recherche active- atteint des sommets. En 2006, le BIT a estimé que les femmes représentaient "1,2 milliard sur 2,9 milliards de travailleurs dans le monde". Pour autant, de plus en plus de femmes sont au chômage (81,8 millions), selon la même étude. Qui ajoute: "De plus en plus [de femmes] sont confinées dans des emplois peu productifs du secteur de l'agriculture et des services, ou encore sont moins rémunérées que les hommes pour des postes comparables". Le BIT ajoute que la proportion des femmes en âge de travailler qui disposent d'un emploi, ou qui en cherchent un, a cessé d'augmenter et décline même dans certaines régions, en partie "du fait d'un plus grand nombre de jeunes femmes qui étudient plutôt que de travailler". Et après les "études"? Et quels types d'études? Quant aux chiffres sur le chômage, ils semblent plus que discutables...

Le rapport indique ses bonnes intentions et celles du BIT: "On [qui est-ce?] doit donner aux femmes la possibilité de travailler pour se sortir, elles et leur famille, de la pauvreté en créant des opportunités d'emplois décents qui leur permettront d'exercer une activité productive et rémunératrice dans des conditions de liberté, de sécurité et de dignité humaine. Sinon, le processus de fémini-



sation des travailleurs pauvres se poursuivra et se transmettra à la prochaine génération".

Puis, faisant coexister un vœu et un constat, le BIT révèle toute l'ambiguïté de ce genre de rapport et, plus généralement, de ses études: "Accéder à un emploi salarié et rémunéré est une étape essentielle vers la liberté et l'autodétermination pour de nombreuses femmes. Cependant, dans les régions les plus pauvres du monde, la proportion de femmes travailleuses familiales auxiliaires dans l'emploi total est toujours de loin supérieure à celle des hommes, avec une très faible probabilité que les femmes soient dans l'emploi salarié ou rémunéré".

Le résumé du rapport souligne que: "Dans les dernières Tendances mondiales de l'emploi des femmes (2004)", on estimait qu'au moins 60 % des travailleurs pauvres dans le monde qui, tout en travaillant, ne gagnent pas suffisamment pour se hisser, elles et leur famille, au-dessus du seuil de 1 dollar par personne et par jour, étaient des femmes". Selon l'étude actuelle du BIT: "Il n'y a pas de raison de croire que cette situation a évolué considérablement".

Derrière l'appauvrissement, la surexploitation et les rapports sociaux de sexes.

Tous ces constats de l'étude du BIT sont soigneusement détachés de deux processus.

Le premier: la déstabilisation du statut de l'essentiel des salariées à l'échelle mondiale. Cela sous les coups de la mise en concurrence des travailleurs et tra-

vailleuses, quasi en temps réel et sur un marché mondial du travail de plus en plus effectif et sur lequel pèse de tout son poids une armée de réserve mondialisée (le chômage dans tous ses dégradés), dont les composantes sont taillables, corvéables (et tuables) à merci. Cette mise en concurrence s'opère par des procédés (souvent complémentaires) tels que: les délocalisations; la mise en concurrence organisée à l'interne par les sociétés transnationales; l'emploi massif d'une main-d'œuvre sans droits; les reculs de la "protection légale"; la multiplication des statuts; la place acquise par les firmes de travail temporaire dans le marché du travail; la crise du "monde agricole" aboutissant à l'expulsion de centaines de milliers de personnes de leur lopin de terre ou de leur emploi.

Les figures sociales de ces travailleurs et travailleuses peuvent se décliner sans fin et tragiquement: celle de l'ouvrier de la construction Chinois -concurrent du Bengali- construisant un palais dans les Emirats Unis ou en Arabie Saoudite; celle de la femme provenant des Philippines servant de main-d'œuvre semi-esclave dans une famille de Beyrouth; celle de la "serveuse" d'un bar spécialisé à Zurich, venant de Moldavie; sans même nommer celle des "nettoyeuses portugaises" assurant dans les bureaux et les familles respectables que la "propreté helvétique" soit pérenne et effectuant cette tâche après avoir travaillé déjà toute la journée.

Le second: dans une économie mondiale fortement hiérarchisée -c'est-à-dire où les pays impérialistes et en transition vers des économies dominantes (comme la Corée du Sud) dictent les "règles du jeu" et extraient directement ou indirectement des ressources importantes des pays de la "périphérie"- la situation des femmes travailleuses (car toutes le sont, même si elles ne sont pas



salariées) acquiert des configurations qui mettent plus visiblement en relief leur pauvreté.

En dernière instance, cette paupérisation n'est que l'expression phénoménologique (et trompeuse) de leur surexploitation et de leur oppression. Une surexploitation qui est, de fait, camouflée par le terme d'"appauvrissement plus grand des femmes, entre autres monoparentales".

Par exemple: une femme qui vend des beignets sur le bord de la route en Bolivie, au Mexique ou ailleurs participe

effectuent ce travail pour "compléter" un revenu très faible d'une sœur ou d'une mère qui, elle, est "confinée" (selon le terme du BIT) dans un travail sous-payé, donc qui subit une surexploitation évidente, puisque ne lui permettant pas de reproduire sa force de travail pour elle et sa progéniture.

Tant que ces rapports sociaux d'exploitation qui s'articulent avec les rapports sociaux de sexe (l'assignation à toute la gamme des travaux domestiques, dans et hors du ménage), le substrat de la surexploitation des femmes ne sera pas mis en relief. Dès lors, la double lutte

à l'échelle mondiale sous les coups de la restauration conservatrice. La flexibilité est au centre de la réorganisation des "rapports de travail". Or, la flexibilité est en relation étroite avec les rapports sociaux de sexes. En effet, le "statut des femmes" facilite l'expansion du travail à temps partiel contraint (non choisi), avec un salaire de misère et, conjointement, les formes de travail flexible des hommes, car "l'intendance suit", c'est-à-dire la charge du travail domestique (dans ses diverses facettes) assumé, sous forme contrainte aussi (même s'il y a déni par l'intéressée de la contrainte) par les femmes.



En outre, il est un peu cynique de parler de "création d'emplois décents" quand des enquêtes sociologiques multiples démontrent que, par exemple, dans l'industrie électronique

d'un processus de reproduction de la force de travail dont le prix a atteint le minimum physique, représenté par la référence de la Banque mondiale au "un dollar par jour". Explicitons. Le travailleur (masculin) qui va acheter ce beignet, au prix le plus bas, va pouvoir se "nourrir" (survivre) et dès lors chercher un travail journalier ou précaire, mais plus "régulier", qui lui permettra de subsister et de faire végéter sa "famille". La femme qui a produit ce beignet a souvent mobilisé sa fille pour l'aider, d'où une déscolarisation hâtive ou partielle d'une partie des filles. Cette mobilisation de la fille s'inscrit dans la place du "travail domestique" qui suppose une sorte de disponibilité du temps des femmes au service de la famille (avec mari ou monoparentale). La fille ou la sœur peut aussi fabriquer et vendre des beignets, en abaissant leur prix de vente au maximum (donc la valeur de leur force de travail) afin de trouver un acheteur ou une acheteuse, sur un marché tendu. L'acheteur est un ou une salarié-e précarisé-e. Ces femmes (adultes, adolescentes ou enfants)

contre l'exploitation, l'oppression et pour l'émancipation ne sera pas mise à l'ordre du jour, politiquement et pratiquement. Ce qui fera le "bonheur", ou du moins le revenu, des bonnes âmes salariées par les ONG (Organisations Non Gouvernementales) qui sont, de plus en plus, des QGO (Quasi Governmental Organization).

Quels emplois "décents" ?

Quant à la "création des emplois décents" pour les femmes, grand thème conclusif du Rapport du BIT, il faudrait d'abord poser une question: les emplois créés dans le monde, entre autres dans les dits services ou l'industrie, n'impliquent-ils pas, toujours plus, de flexibilité, au sens le plus large du terme ? Et cela dans les pays du "centre" comme dans ceux de la "périphérie", même si existent des différences quantitatives et qualitatives dans les modalités d'exploitation du travail salarié entre ces deux espaces ("centre" et "périphérie").

Toutefois, des convergences s'expriment

où les femmes ont un emploi "stable" et salarié- les conditions de travail et de salaire sont exécrables.

Répondre aux besoins d'emplois "décents" et, conjointement, à la dignité des femmes dans toutes ses dimensions -cette dignité invoquée dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948⁽²⁾- implique une rupture avec les rapports sociaux d'exploitation et les rapports sociaux de sexes. Poser cette exigence -et ne pas tomber dans le piège, de fait, semi-caritatif du rapport BIT- implique:

1° de faire émerger le contenu réel des exigences (explicites ou implicites) des femmes travailleuses et à quoi ces besoins/exigences se heurtent effectivement, donc quels formes et types de domination règnent dans la société, aux plans des multiples rapports sociaux et de propriété;

2° de dépasser l'anti-capitalisme. C'est-à-dire, cette pensée primitive qui reste au

niveau d'une négation négative. Autrement dit, qui ne part pas des besoins et revendications ainsi que des potentialités (dénies, brisées, parfois) existant aujourd'hui dans les sociétés qui permettraient de briser et dépasser le capitalisme.

Cela afin de faire émerger une conception de négation positive, soit une reval-

orisation du socialisme comme une modalité d'organisation et de gestion de la société, dans laquelle les droits sociaux et démocratiques ainsi qu'une dignité amplifiée deviennent les éléments d'une émancipation faisant des êtres humains les acteurs communs de même qu'interactifs d'une mondialisation construite par celles et ceux qui la produisent effectivement, alors qu'ils/elles

n'en sont que des objets méprisés et donc sans emprise sur leur propre vie. ■

(1) C'est clair et net sur: www.ilo.org/public/french/bureau/inf/event/women/2007/index.htm

(2) "Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde." (1948)

Fin février, Roman Giertych, dirigeant de la Ligue des familles polonaises, fascisante, mais aussi Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Éducation en Pologne, a appelé, au nom du gouvernement polonais, à interdire l'avortement dans toute l'Europe au cours d'une réunion informelle des ministres européens de l'éducation à Heidelberg en Allemagne. Son discours arrive au moment où le parlement polonais travaille sur une modification de la Constitution visant à ajouter la phrase: "depuis la conception" à celle qui parle de la protection de la vie par l'Etat polonais. La commission parlementaire qui prépare ces modifications a déjà adopté la formule annonçant que "l'être humain dispose d'une dignité inaliénable depuis la conception"... Le fait que le gouvernement polonais porte de lui-même la question au niveau européen devrait faciliter le combat pour les droits des femmes dans toute l'Europe. Le succès obtenu au Portugal, devrait faciliter une bataille pour le droit à l'avortement dans toute l'Europe, Irlande, Malte et Pologne compris... Car, sans cela, le risque est grand que la réaction venant de ces trois pays ne finisse par remettre en cause les fragiles acquis des combats des ces trente dernières années. Voici un communiqué de l'Agence polonaise PAP, daté du 1er mars 2007, à ce propos.

Le ministre polonais de l'Éducation Nationale appelle à l'interdiction de l'avortement partout en Europe



Au départ, la réunion de Heidelberg devaient être consacrée au Traité Constitutionnel Européen, mais tout a changé lors du discours de Roman Giertych. Le ministre polonais a parlé dans son discours de l'avortement et de l'homosexualité. Il a souligné que "si nous ne soutenons pas de toutes nos forces la famille, il n'y a pas d'avenir pour notre continent. Nous serons un continent occupé par des représentants

de nations qui savent valoriser la famille, les nations islamiques".

Pendant la réunion ministérielle, Giertych a déclaré que tout être humain a besoin d'être protégé dès sa conception. "Une des plus horribles réalités de notre temps est le manque de vérité au sujet de millions d'Européens tués dans des avortements. Cet acte criminel légalisé par de nombreux parlements est une nouvelle forme de barbarie. Une nation qui tue ses enfants est une nation sans avenir. Un continent qui tue ses enfants sera dominé par les nations qui ne les tuent pas" expliquait-il.

Selon Giertych, avant de discuter des programmes éducatifs communs ou des programmes comme "tolérance zéro", il faut discuter des choses essentielles. Le Vice-premier ministre polonais a proposé la rédaction d'une "Grande Charte des Droits des Nations d'Europe" qui doit garantir "la liberté et l'identité selon les valeurs de la vie humaine et de la famille". Selon Roman Giertych, cette Charte pourrait voir le jour et être adoptée par l'UE d'ici 2015.

Comme il l'a exprimé aux journalistes, les valeurs de l'Union Européenne seraient à la base de cette Charte, des valeurs telles que l'identité nationale, la famille et la respect de la vie. "Dans le cadre de la politique familiale, nous proposons l'interdiction de l'avortement en Europe et de la propagande homosexuelle" a expliqué Giertych.

Les représentants des autres Etats de l'Union Européenne ont accueilli le discours de Giertych avec calme. Une discussion a eu lieu, mais elle concernait le fait que le sujet de la réunion était la Constitution Européenne. Tous ceux qui étaient présents dans la salle étaient d'accord pour rediscuter des valeurs de l'Union.

Pour Giertych, l'opinion qu'il a présentée pendant la réunion des ministres européens de l'éducation n'est pas un ultimatum, mais une opinion. Cependant, il a souligné que ce discours a été présenté (et approuvé) au gouvernement polonais. Il s'agit donc de l'opinion officielle du gouvernement polonais. ■

Guy Verhofstadt a enfin fait connaître la date des prochaines élections fédérales. Ce sera le dimanche 10 juin. Dans les trois prochains numéros de La Gauche, nous approfondirons la situation des différents courants politiques de notre pays. Commençons avec cinq questions sur le dix juin, vu de Flandre. PAR DAVID DESSERS

5 FLANDRE: questions sur le 10 juin

Verhofstadt ou Leterme. Quelle différence?

Pour Yves Leterme et le CD&V, l'enjeu du 10 juin est de briser la coalition violette. Avec les ultra-conservateurs de la NV-A ils pensent pouvoir damer le pion au SP.A et au VLD. On peut se poser la question de savoir ce que cela va fondamentalement changer. Dans un schéma classique, on pourrait dire que le pouvoir du mouvement ouvrier organisé augmenterait dans le cas d'une coalition chrétiens-socialistes. Mais, d'abord, il est tout à fait évident que le SP.A - une fois au gouvernement- se soucie comme d'une guigne des revendications du mouvement ouvrier et se comporte chaque fois, maintenant depuis près de vingt ans, comme un fidèle partisan des politiques néolibérales européennes. À cela s'ajoute que le CD&V en alliance avec la NV-A joue à fond la carte de la droite et du conservatisme.

Pour les militants du mouvement ouvrier, choisir entre une coalition violette ou une coalition chrétiens-socialistes c'est choisir la peste ou le choléra. Aucun des deux n'apportera un changement fondamental de politique, aucun des deux ne stoppera, même au niveau le plus élémentaire, la course à la libéralisation. La différence la plus importante entre les deux est que le CD&V et la NV-A donneront surtout la priorité à une nouvelle réforme de l'État et lui accorderont le plus gros de l'attention politique. Et, bien que l'unité de la Belgique n'ait pas de valeur en soi pour nous, nous savons aussi que le nationalisme des partis bourgeois va dans le sens du néolibéralisme. En d'autres termes: entre une coalition violette et une coalition rouge-romaine, c'est de Charybde en Scylla.

Naturellement il y a aussi la possibilité d'une coalition chrétiens-libéraux. Aujourd'hui cette option n'a pas l'air évi-

dente vu la rivalité entre le CD&V et le VLD, mais on a souvent vu par le passé qu'une dispute peut vite être aplanie. Une coalition chrétiens-libéraux pourrait en tout cas signifier un réel durcissement de la politique néolibérale et pourrait rejeter pour la première fois depuis 19 ans la social-démocratie dans les bancs de l'opposition.

Éclatement à droite ?

Fondamentalement, le néolibéralisme fait le lit de l'extrême-droite. Cela signifie que l'acceptation de l'austérité néolibérale par tout le centre politique, la politique destructive et la commercialisation générale de la société font le jeu de l'extrême-droite tant qu'il n'y a pas de force de gauche crédible qui s'oppose à la politique dominante d'une façon aussi radicale que l'extrême-droite. Après la victoire de Patrick Janssens à Anvers, les grands médias et partis croient que la tendance s'est inversée. Il est vrai que le VB a subi un choc psychologique -et ça ne peut qu'être bon- mais nous ne partageons pas cet enthousiasme sur Janssens.

Janssens a gagné au détriment de ses partenaires de coalition et il n'y a pas eu de changement fondamental dans la proportion entre la coalition et le VB.

Tant que le néolibéralisme reste incontesté à gauche il n'y aura d'ailleurs pas de changement rapide. Le seul affaiblissement politique possible à court terme est un éparpillement et une division de la droite extrême et radicale. Des éditorialistes soutiennent cette version. Jean-Marie De Decker devient l'espoir des jours

de peur... Celui qui dit la vérité en face doit lutter contre ce qui est encore plus à droite. La division peut mener à l'affaiblissement, mais même si De Deckeer prend des voix au Vlaams Belang, les deux ensemble représentent un danger aussi grand que le VB aujourd'hui. Plus encore l'homme qui est présenté ici ou là comme le plus grand challenger du VB pourrait peut-être devenir le tapis rouge déroulé devant le VB pour arriver au pouvoir.

Écologistes: in ou out ?

Groen! a vécu il y a quatre ans un sérieux tremblement de terre et a dis-



paru du parlement fédéral. Ce n'était pas le cas pour Écolo, qui a quand même perdu beaucoup de plumes. Groen! a gardé une fraction au parlement flamand et se trouve devant le défi de retourner au parlement fédéral. Là-dedans, il y a une question centrale: est-ce que Groen! fait la différence ? C'est seulement si Groen! peut de nouveau se présenter comme acteur politique autonome, qui propose une autre politique que la social-démocratie d'une manière audacieuse, que le courant vert aura une chance de

survivre. Si la question est de savoir qui gère le mieux l'État bourgeois, les Vande Lanotte et Vandembroecke seront toujours gagnants. Le parti vert formait déjà fondamentalement un courant peu clair sur l'axe gauche-droite. Ce n'est pas important si le secteur économique est géré par le privé ou la collectivité si c'est fait d'une manière écologique. Maintenant cette position, dans la période de globalisation néolibérale et d'altermondialisme anti-libéral, devient intenable.

Est-ce que la gauche radicale monte?

Avec les élections communales du 8 octobre, la gauche radicale a fait mieux qu'avant partout en Belgique. Le PTB a grimpé et a obtenu au total 15 élus communaux. Le PC a obtenu une dizaine d'élus communaux en Wallonie. Dans une ville comme La Louvière, la gauche radicale a obtenu presque 10% des voix. Etc. La question est de savoir si la gauche anti-néolibérale et anticapitaliste sera capable de poursuivre sur cette tendance aux élections du 10 juin 2007. Pour cela il y a deux candidats en Flandre: le PTB et CAP. Pourquoi pas une liste commune? Malgré toutes les différences essentielles et parfaitement explicables, la division joue. Le PTB a jeté la politique d'unité à la poubelle. Et le nouveau style du parti n'y change visiblement rien. Après les élections communales du 8 octobre, le PTB a redémarré avec la position la plus forte: une bonne implantation dans quelques bastions et une plus grande présence dans les médias de masse. Mais un vrai lancement est peu probable. D'abord parce que les résultats d'octobre 2006 sont liés aux maisons médicales de Médecine pour le Peuple, ce qui jouera moins en juin pour les arrondissements électoraux où le travail local pèse moins. Ensuite parce qu'on est en Belgique, pays où - grâce à la coalition arc-en-ciel - on a le fameux seuil des 5%. Il faut se rappeler que le SP aux Pays-Bas obtenait en 1994 2 parlementaires avec seulement 2,3%, ce qui les mettait en position d'obtenir leur percée. Ce n'est pas le cas en Belgique et ça va influencer la gauche radicale.

Néanmoins, le 8 octobre a montré un changement. Le PTB, qui a des maisons

médicales depuis 25 ans, a obtenu un résultat visiblement meilleur que par le passé. Il est donc possible que le mécontentement dans la classe ouvrière et le mouvement ouvrier organisé soit important après le pacte entre les générations, et que la gauche alternative ait une



place. Mais, si rien ne change dans les circonstances dans lesquelles CAP va aux élections (voir l'article dans ce numéro), nous considérons que ce mouvement n'est pas prêt pour le test électoral.

Une plus forte américanisation de nos élections?

Hélas, c'est la seule question à laquelle nous avons une réponse. Durant les

dernières élections parlementaires aux Pays-Bas nous avons vu comment les intentions de vote de la population ont été sondées chaque jour. C'est une tendance négative qui joue aussi en Belgique. Avec la combinaison de différentes méthodes discutables, les résultats de ces enquêtes divergent énormément. Une enquête dit que la NV-A aura 15% des votes, une autre qu'elle aura moins de 5%. Malheureusement, ces enquêtes influencent le vote des gens. Pourquoi ne pas interdire carrément ce genre de sondages sur les intentions de vote?

Il y a aussi un impact énorme des bureaux de marketing. Par exemple le VLD met le futur de son parti aux mains de l'homme de publicité Noël Slangen. Tout cela vide le débat politique. Ce n'est plus le contenu mais l'emballage qui compte. Cela entraîne encore plus d'incompréhension et de dégoût de la politique dans la population. Au lieu d'un cadre de discussion sur des idées, la politique devient de plus en plus une affaire personnelle, où les lunettes de Verhofstadt et les lentilles de Leterme deviennent des préoccupations du journalisme politique. En plus, la diminution de l'importance du vote pour une liste accroît cette évolution. Les médias mènent souvent le débat d'une manière dépolitisante, qui sort du débat politique. ■

Le jeudi 1er mars, c'était donc la fête... les CPAS ont 30 ans! Certes. Mais le nombre de pauvres dans ce pays ne cesse d'augmenter, les problèmes d'emploi et de logement accablent de plus en plus de gens, un nombre croissant de personnes ont du mal à se soigner vu le prix des médicaments... PAR L'OBSERVATOIRE INDÉPENDANT DES CPAS BRUXELLOIS (OBICPAS)

Faire LA FÊTE aux CPAS ?

Pour célébrer l'événement, le Ministre Christian Dupont, "a souhaité l'organisation d'une grande manifestation". Mais le titre général de cette célébration ("Les CPAS mettent leur public en vedette") ne trompera personne.

Débats, lunch, spectacles: bien que le coût de ces allégresses, payées par le contribuable, représentera une petite fortune..., tout "vous est offert par le Ministre" indique la propagande officielle (évidemment, les élections législatives ne sont pas loin).

Mais là n'est pas l'essentiel. Si les Centres Publics sont des institutions dont le rôle, les capacités, les ambitions et les réalisations doivent être l'objet d'évaluations contradictoires périodiques, il

euros). En réalité, pour vivre dignement, toute personne a besoin d'au moins 1.000 euros par mois (faites un sommaire calcul pour vous-même et vos propres besoins de base..., vous verrez bien).

- Les Article 60. Au bout du compte, cette filière de mise à l'emploi temporaire ne fait que développer le précaire, les jobs sans perspectives, trop souvent déqualifiés et payés à minima. Dans une étude toute récente commanditée par le Cabinet Dupont ("Mesures d'activation et marché du travail" de septembre 2006), les auteurs sont obligés de confirmer cet état de fait : 9 personnes sur 10 -ayant trouvé un nouvel emploi après leur Article 60- sont soumises à un contrat à durée... déterminée.

Il n'y aurait pas suffisamment de moyens financiers pour répondre à tous ces défis ? C'est faux !

Une fiscalité plus juste sur les ménages les plus riches (qui, depuis la dernière réforme fiscale, bénéficie chaque année d'un cadeau supplémentaire de 12.500 euros), sur les entreprises (en six ans, le taux d'impôt des sociétés est passé, en Belgique, de 40 à 26 %), sur les spéculateurs (la Belgique est l'un des seuls pays au monde où la revente d'actions boursières n'est pas taxée...), toutes ces mesures permettraient de rehausser le revenu d'intégration, et de financer la création de milliers d'emplois. C'est une question de choix et de volonté.

Un exemple, parmi tant d'autres? A Bruxelles, place forte de "l'Europe qui gagne", un milliard et demi d'euros ont été mobilisés sans peine pour remettre à neuf le Berlaymont -une somme qui, utilisée à bon escient pour construire des habitations de bonne facture, aurait supprimé en une fois la pénurie récurrente en logements sociaux dont souffre la Capitale et qui pénalise pas moins de 30.000 ménages. ■

NB : le lieu où ces activités festives et "ludiques" ont eu cours (le 58 de la rue Delaunoy) n'est pas "exactement" ce que veut bien en dire l'invitation officielle: "Un ancien site industriel d'embouteillage de la Brasserie Bellevue, transformé en lieu de culture" (sic). Il aurait été plus juste d'écrire : "Une firme au profit de laquelle la SDRB (Merry Hermanus) et la Commune (Philippe Moureaux) avaient fait exproprier, dans les années 90, plusieurs riverains, les obligeant à déguerpir des petites maisons avoisinantes pour faire place nette à Interbrew...". Du banditisme social à l'état pur, au détriment de populations déjà fragilisées et qui, de surcroît, n'affectera en rien la stratégie de désinvestissement de la multinationale louvaniste. Quel symbole...



est par contre tout à fait malvenu d'en fêter... l'impitoyable défaite: les CPAS ne font que gérer la pauvreté et l'entretenir.

Au lieu d'organiser le sempiternel débat sur "La relation avec les usagers", n'aurait-il pas été plus utile d'évoquer des problèmes plus fondamentaux et les solutions à leur apporter ?

- Le montant du revenu d'intégration. Il est totalement insuffisant (644 euros pour une personne isolée). Loin en dessous du seuil de pauvreté (775 euros). Très loin en dessous de la quotité insaisissable laissée au salarié (906

- Les loyers des logements toujours plus élevés. Ces 15 dernières années, la hausse des loyers a progressé de 50 %, soit beaucoup plus vite que celle des salaires et des allocations. En moyenne, chaque ménage bruxellois doit consacrer pas moins de 30% de son budget aux frais de logement. Pour les plus démunis, on grimpe au-delà des 60% (ce qui a une incidence directe sur la part du revenu d'intégration encore disponible, une fois le loyer payé...). Au lieu de fausses promesses à tout-va (toujours renvoyées à plus tard), la bonne revendication à soutenir dans l'immédiat n'est-elle pas d'appliquer incessamment un véritable blocage des loyers...? Et puis, à quand une politique audacieuse pour construire des logements sociaux de qualité et en très grand nombre (alors qu'à mi-mandature, pas un seul des 5.000 logements promis par la Secrétaire d'Etat et le gouvernement régional bruxellois n'a été construit, aucune première pierre posée, aucune fondation coulée) ?

Les Dossiers de la gauche



Vertaler Ivan

Cuba Libre

Entre Noël et le nouvel an, une délégation de la LCR belge (photo ci-dessous) est partie à Cuba. Noël est la soirée la plus ennuyeuse de l'année et que peut-on encore faire d'original au nouvel an ? Aller à Cuba nous sommes-nous dit ! Pas pour bronzer, fesses nues, au club de vacances de Varadero, non. Nous étions invités par le comité central du Parti communiste cubain. C'était quelque chose que nous ne pouvions pas laisser passer. Huit belges et deux français à Cuba, "el socialismo tropical" !

Vous trouverez dans ce dossier quelques-une de nos constatations: deux bilans, dont l'un d'un camarade de 16 ans, et un rapport des rencontres avec des "officiels" et des "moins officiels". Comme une image du Cuba actuel, avec et presque sans Fidel, "el comandante en jefe".



CE DOSSIER CONSTITUÉ PAR CHRIS DEN HOND.
PHOTOS: MICHAEL DEHANDON ET KOEN DESCHACHT.



Petite blague de notre traducteur cubain, Ivan:...
Quand tu sais avec qui tu vas flirter, mais que tu ne sais ni comment, ni où, c'est une tragédie.
Quand tu sais avec qui tu vas flirter et comment, mais que tu ne sais pas où, c'est un drame.
Quand tu sais avec qui, où et comment tu vas flirter, mais que tu n'en as pas le temps parce que tu dois aller à une réunion du parti, c'est du réalisme socialiste.



Petits BONJOURS de Cuba

Rapport de voyage

PAR MATTHIAS LIEVENS

Hola compañ@s!

Ce furent de gaies retrouvailles avec ce pays intrigant; un peu plus de huit ans après notre circuit à Cuba, j'y suis retourné du 21 décembre au 1er janvier. De nouveau pour une visite "officielle". Cette fois, c'était le PC cubain qui avait invité une délégation de la LCR belge pour un tête-à-tête.

C'est tout de même assez remarquable: maintenant que les partis communistes européens, "partenaires" classiques de Cuba, sont en train de se "social-démocratiser" à la vitesse d'un TGV (sûrement en Europe de l'Est mais aussi plus près de chez nous, par exemple le PCF), le régime cubain semble chercher de nouveaux partenaires du côté de la gauche. Ils peuvent difficilement passer à côté du fait que la Quatrième est active depuis déjà plus de 40 ans dans le travail de solidarité avec la révolution cubaine. Et ce aussi en Belgique, ce qui a donné de bonnes relations avec l'ambassadeur militant cubain à Bruxelles. Ceci a découlé de cela...

Huit ans, c'est déjà tout un temps, et mon retour sur la place de la Révolution, le malecon, Habana Vieja et au mausolée du Che à Santa Clara ressemblait donc bien à un saut dans un lointain passé. En 98, j'y étais allé avec beaucoup de prétentions mais peu de bagage politique. Huit ans plus tard, l'avis est plus prudent, mais ce bagage est déjà un peu plus grand. Ajoutez-y un groupe de dix compagnons de voyage, pour la plupart des militants révolutionnaires vaccinés de toutes les façons dans le travail de solidarité avec la révolution sandiniste, le mouvement kurde, la lutte palestinienne, la révolution en Bolivie et au Venezuela et le combat pour un socialisme démocratique, cela ajoutait déjà un peu de perspective.

Pour nous, il a été particulièrement rafraîchissant, en marge du programme officiel (surchargé), de rendre une série de petites visites à des critiques de gauche du régime. Un des sommets a été la rencontre avec Celia Hart. Celia est la fille de deux "héros" de la révolution. Sa mère a même un monument à Havana Vieja. Son père, Armando Hart, a été un des chefs militaires en 1959 puis membre

du gouvernement pendant des dizaines d'années. Maintenant, Celia est connue comme une des critiques du manque de démocratie et de libertés à Cuba, elle essaie de sauver ainsi l'inspiration originale de la révolution. Dernièrement, son appartenance au PCC a été "désactivée" à cause de ses critiques de la Chine et parce qu'elle aurait essayé de "trotskyser" (sic) le Che.

Celia espère un processus de réformes progressives vers plus de pluralisme et de libertés à l'intérieur du système existant. L'instauration du droit de tendance à l'intérieur du PC Cubain pourrait être un début. L'appel à l'"unité" aveugle contre les Yankees est cependant toujours aussi dur, surtout dans le cadre moyen du PCC, qui se célèbre lui-même dans la propagande murale comme "le parti d'acier" et défend cet appel sans la moindre critique. Des cadres plus élevés du PCC, avec qui nous avons parlé, semblaient un peu plus nuancés à ce propos. Quelqu'un a parlé de Cuba comme d'une "exception singulière": le régime du parti unique ne doit donc pas être théorisé, mais est lié aux circonstances spécifiques de la menace impérialiste. Mais entre-temps, le débat public reste assez faible, l'information censurée, la presse fondamentalement ennuyeuse.

Avec Fernando Martinez, nous avons parlé de l'histoire du mouvement révolutionnaire cubain et de la manière dont celle-ci a été tournée et réécrite par le parti communiste en suivant les indications de Moscou. Les rencontres avec Myrna Torres ont constitué un autre sommet de notre séjour. C'est une superbe femme âgée de 78 ans, qui fut une excellente amie du Che. "On a beaucoup raconté que j'étais amoureuse du Che, ou vice-versa, mais il n'en a rien été. Che tombait seulement sur des femmes blondes et j'avais un amoureux guatémaltèque". Celui-ci a été tué ensuite par la dictature guatémaltèque anticommuniste. Myrna nous lit différents passages de journaux du Che où il fait référence à elle. Comment elle est arrivée sans son mari à un dîner organisé par le Che et comme celui-ci était déçu que son mari ne se soit pas joint à eux. Myrna ne comprenait rien à cette réaction exagérée. Mais en fait, le Che partait le lendemain avec le Granma vers l'ouest de



Cuba pour commencer la révolution. Le Che et Myrna ne se sont revus que lorsqu'elle est venue habiter à Cuba après la révolution...

Le système social de Cuba tient apparemment bien le coup. Pas d'implosion comme en Europe de l'Est, ni de réintroduction secrète du capitalisme à l'intérieur d'un état de parti unique comme en Chine. La petite entreprise de la période spéciale des années 90 est partiellement restreinte, l'économie reste collectivisée et centralisée. Et surtout cette centralisation est une bonne chose, étant donné que plus d'autonomie du management dans les entreprises renforcerait seulement cette couche sociale basse qui travaille suivant le modèle chinois (et cette couche sociale basse existe certainement à Cuba). La révolution cubaine a dû supporter un durcissement du blocus, mais il souffle aussi un vent frais: le fantôme de la révolution erre au Venezuela et en Bolivie et ceci a fourni de nombreux contrats lucratifs à Cuba. Sur le plan économique, Cuba se porte manifestement mieux qu'il y a 10 ou 15 ans. Malheureusement, l'influence des nouvelles initiatives rafraîchissantes en Amérique latine semble rester provisoirement absente de Cuba. Dans tous les cas, la situation actuelle n'est pas tenable à long ou moyen terme. Il est impossible de continuer à refuser l'accès à l'information, une presse libre et une organisation libre, à une population hautement éduquée - avec des dizaines de milliers de médecins qui séjournent à l'étranger pour une aide médicale gratuite. Le régime cubain ne peut pas interdire indéfiniment l'accès à Internet aux Cubains ordinaires.

Des réformes progressives et prudentes vers plus de démocratie (et pas vers plus de marché), soutenues par la nouvelle dynamique en Amérique latine: telle était à peu près notre conclusion. Entre-temps, le soutien aux idéaux de la révolution et la résistance à l'impérialisme restent grands, y compris chez des gens qui ne sont pas des communistes convaincus. Ce qui s'est produit sur l'île en 1959 était une véritable révolution, avec un soutien massif. Il n'y a pas eu de prise de pouvoir contre-révolutionnaire, comme en URSS sous Staline, où tous les révolutionnaires de la première heure ont été assassinés. Fidel est et reste un héros. En faisant appel directement à la masse de la population, il sait de temps en temps s'engager contre la tendance bureaucratique, sans extirper celle-ci jusqu'à la racine.

Le soir du nouvel an, que nous avons passé à Havana Vieja, la vieille ville intérieure, a été très gai. La coutume y existe depuis longtemps, de jeter du haut des balcons, sur le coup de minuit, des seaux d'eau sur tous les passants. Durant une demi-heure ou une heure d'affilée, c'est une effervescence folle pour s'asperger les uns, les autres et les gens en rue. Il est impossible de réussir à sortir sec des ruelles étroites...

Au cours des prochains mois, nous allons certainement organiser des petites activités avec une discussion à propos de Cuba et de la révolution latino-américaine, notamment sur base de notre rapport de voyage.

Salutations cordiales. ■

Un bilan du voyage

Ce voyage m'a appris beaucoup sur Cuba. Le niveau de vie des Cubains, je le savais plus élevé que les pays environnants, mais pas à ce point. J'imaginai un parti plus totalitaire, opprimant plus la population au service d'une bureaucratie plus forte, au profil stalinien. Mais ce voyage a remplacé mes préjugés grâce à une vision de la réalité aux premières loges. Bien sûr on pourra regretter de ne pas avoir eu assez de contacts "directs" avec les Cubains, mais lorsqu'on est invité officiellement par un Etat, ce n'est pas pour aller dans les bars, mais pour voir des officiels. Et les deux derniers jours libres ont permis de "rattraper" ce manque d'information. Et c'est d'ailleurs dans ces deux derniers jours que j'ai pu discuter avec un jeune (Alejandro), qui a confirmé mes soupçons et hantises en ce qui concerne l'avenir du régime.

La jeunesse veut avoir accès à la technologie, à Internet, aux téléphones portables, une technologie qui pourrait d'ailleurs aider à mieux digérer l'interdiction de sortie du territoire, une technologie qui leur est interdite. En effet la dernière génération en demande plus, elle n'a pas connu comme trois générations précédentes la dictature et les tortures sous Batista, ou comme deux générations précédentes, les récits affreux de cette période venant des parents et grands-parents, ils ne sont donc plus prêts à sacrifier liberté d'association, d'expression, d'accès à l'information sous le prétexte d'une paranoïa de la propagande des yankees, se trouvant à quelques 100 km de l'île. Seulement la jeunesse n'est pas non plus opposée au régime, elle est aussi dans l'ignorance du futur. Avec la mort imminente de Fidel, si des réformes ne sont pas prises, j'ai peur pour le devenir de Cuba.

Mais peut-être le renouveau politique de toute l'Amérique latine, avec la montée de la gauche et de l'extrême gauche pourra-t-elle modifier cet avenir incertain, et permettre une plus grande ouverture de Cuba sur l'international, au moins latino-américain.

En conclusion, je pense que l'initiative d'inviter le parti trotskiste du pays où siège le parlement de l'Europe est d'envergure. Je pense aussi qu'il ne faut pas s'auto-flageller si l'on n'a pas réussi à percer le monologue officiel car si changement dans la politique de Cuba il y a, ce ne sera pas suite à une délégation de 10 belges et français, mais à un changement du contexte économique-social de l'Amérique latine. ■

PAR MICHAEL DECHANDON (16 ANS)



Rencontre avec Oscarito, responsable du comité central cubain pour le département des relations internationales.

OSCARITO

"CERTAINES DIFFICULTES QUE NOUS CONNAISSONS A CUBA SONT CREEES PAR NOS ENNEMIS, D'AUTRES, PAR NOUS-MEMES"

Oscarito: "Cuba connaît une croissance économique ininterrompue depuis sept ans déjà, mais il reste des difficultés, tant internes qu'externes. Le blocus des USA à l'encontre de Cuba a de lourdes conséquences négatives: 4 milliards de dollars en 2006 (en face d'un montant total de 9 milliards de dollars, auquel s'élevait l'importation à Cuba en 2006). Cuba a une économie très ouverte et est donc indépendante de l'exportation et des prix du pétrole et des matières premières sur le marché international. Cuba a une grande surface agricole, mais n'est néanmoins pas auto-suffisante. C'est pourquoi de l'argent est prévu pour l'importation de nourriture, dont les prix montent sur le marché mondial. Cela ne nous empêche pas de continuer à investir dans des mesures sociales qui améliorent la qualité de la vie (par exemple dans le domaine de la santé). Cuba connaît une espérance de vie d'à peu près 80 ans.

Depuis quelques temps, Cuba exporte aussi des services. Nous avons peu de matières premières: un peu de pétrole, beaucoup de soleil (une ressource trop peu utilisée maintenant). La principale matière première que nous avons est l'intelligence humaine.

Cette politique contraste violemment avec le reste de l'Amérique latine. D'après CEPAL, il y a bien une croissance moyenne de 5,3 % en Amérique latine, mais les problèmes de pauvreté et d'injustice dus au néolibéralisme s'amplifient. De ce fait, la gauche entame un processus de changement. Les masses cherchent leurs propres solutions contre le néolibéralisme. C'est dans ce contexte que Cuba se trouve actuellement. Cuba est totalement différent du reste de l'Amérique latine. Cuba se caractérise par une grande stabilité politique, malgré la maladie de Fidel. Différentes générations sont présentes à tous les niveaux à Cuba: la génération des vétérans de la révolution et la deuxième et troisième génération de la révolution. Ce fait consolide notre système.

En-dehors de la social-démocratie et des PC, il y a main-

tenant de nouvelles forces à gauche. Il est important de rechercher l'unité et la cohérence pour veiller à ce que ce processus devienne irréversible. Les confrontations au sein de la gauche en Amérique latine ont abouti précisément à ce que la révolution subisse une défaite. Chavez



est déterminant pour la révolution au Venezuela. Sans Chavez, le processus n'a pas de structure. Un seul parti unifié et cohérent est toutefois nécessaire pour conduire les masses. Peut-être Cuba est-il bien une exception en ce qui concerne le système multipartite. A Cuba, il y a un seul parti et ceci a à voir avec la présence proche des USA. Ça ne doit pas aller de soi ainsi partout.

Au Venezuela, on parle du socialisme du 21e siècle. C'est un processus. Personne n'en a une image claire, un projet de ce vers quoi ça va. Cuba fournit une contribution à ce processus sur le terrain social (aide médicale, "know how"). Ça a des effets politiques positifs. Puis maintenant il y a aussi le processus révolutionnaire en Bolivie. Comme les USA sont fortement impliqués en Irak, ils sont dans l'impossibilité de commettre la même agression en Amérique latine. Ils essaient bien d'exercer leur contrôle économique, d'organiser une offensive par les médias et de soutenir des actions qui minent le pouvoir. La conclusion générale du PC cubain est en fait que l'impérialisme est en train de s'affaiblir et que ce processus est irréversible. Nous voyons déjà maintenant que la Chine, la Russie et d'autres puissances exigent un plus grand rôle dans la politique mondiale". ■



Nous avons rencontré Fernando Martinez, un sociologue cubain critique, membre du PCC. Martinez était directeur de la revue *Pensamiento Crítico*, il défend avec passion le socialisme sans fermer les yeux pour les problèmes qui se posent.

FERNANDO MARTINEZ

"AUJOURD'HUI, ON A UNE SITUATION POLITIQUE TRES STABLE A CUBA"

Fernando Martinez: "Les conditions dans lesquelles est née la révolution cubaine, ont fait en sorte que l'idéologie soviétique n'y avait pas sa place. Elle n'était non seulement pas dirigée par un parti communiste. Mais de plus, le parti communiste qui existait alors à Cuba pensait que la révolution était impossible et que c'était une grossière erreur.

Ca n'a pas seulement été un mauvais début, ça a été pire. Parce qu'à Cuba, il ne pouvait y avoir de solution que dans une révolution socialiste. Et cependant l'idéologie dominante dans le socialisme mondial, disait que nous n'étions pas dans les conditions de réaliser une révolution. Tout au mieux cela aurait pu être une révolution démocratique bourgeoise.

Cuba était une néocolonie des Etats-Unis, bien développée en tant que néocolonie. A Cuba, le capitalisme mondial a eu un développement extrêmement puissant, il y a de cela 150 ans. Cuba servait à la reproduction de l'ouvrier européen et nord-américain (Cuba était alors le premier producteur de sucre au monde). Marx disait, dans le chapitre 24 du tome 1 du *Capital* : "Pour qu'il existe l'esclavage déguisé du salariat en Europe, il faut qu'il

existe l'esclavage sans aucun déguisement en Amérique." Cela signifie qu'avec un million d'esclaves provenant d'Afrique rien qu'au 19^e siècle, on produit une quantité immense de sucre pour le marché mondial. Et cela avec des machines de production extrêmement modernes. Nous avons eu le premier chemin de fer à Cuba avant l'Espagne, avant l'Italie ! Neuf ans seulement après l'Angleterre. Nous avons eu des machines à vapeur il y a de cela 200 ans et le premier téléphone, le premier télégraphe et le premier câble sous-marin de toute l'Amérique latine. Cela veut dire qu'il y eut un fort développement et en même temps un système d'exploitation extrêmement brutal. Et donc l'indépendance de Cuba ne s'est pas résolue de la même façon que celle des autres pays latino-américains. Elle a eu lieu 70 ans plus tard. Cela n'est pas un hasard, la classe bourgeoise cubaine n'a jamais voulu l'indépendance.

Quand la révolution triomphe en 1959, c'est aussi la ligne d'une révolution socialiste cubaine qui triomphe. Fidel est très brillant mais ce n'est pas lui qui a inventé cela. C'est la ligne historique de Cuba qui a réussi à s'imposer. Le Parti communiste cubain pensait même que Fidel était un putschiste, un aventuriste, petit-bourgeois, etc. Le journal

Rencontre avec Juan Carlos Marsán, responsable du comité central cubain pour l'Europe

Juan Carlos Marsán: "Après la chute de l'Union soviétique, Cuba a connu un temps difficile, qui a été appelé "la période spéciale". 85% de notre commerce se faisait avec l'Union soviétique. Treize millions de tonnes de pétrole venaient annuellement d'Union soviétique. En quatre ans, le PNB a reculé de 36 %. Ça nous a valu une véritable situation de crise. Fidel a parlé alors de "l'option zéro": faire fonctionner le pays sans pétrole. Le but était de maintenir les acquis sociaux. Ça, c'est le miracle de la résistance à Cuba.

Le peuple cubain s'identifie fortement à la révolution et trouve autodétermination et indépendance du modèle de vie. Il y a une grande confiance dans le parti et ses dirigeants. Le PC cubain compte actuellement plus de 80.000 membres, ce qui est un accroissement par rapport aux années 90. Notre capital humain est un produit de la

révolution. A partir de l'indépendance économique, nous sommes allés vers une diversité de services tels que l'enseignement, les soins de santé et le passage de la population à l'informatique. 30.000 médecins cubains séjournent dans 60 pays. Notre programme d'alphabétisation est appliqué dans beaucoup d'autres pays. En 2006, Cuba a connu une croissance de 12,5 %. Ceci est la croissance la plus haute en Amérique latine.

Toutefois, en même temps, le blocus s'intensifie. Il y a eu l'arrivée du plan Bush, qui prévoit l'annexion de Cuba. Cuba fait un effort pour diversifier son commerce extérieur, par exemple vers la Chine et le Venezuela. Il y a une série de nouveaux projets d'intégration, comme Mercosur et ALBA. L'Union européenne n'a plus de politique vis-à-vis de Cuba depuis quelques années, mais suit maintenant les USA. C'est ainsi qu'en 2003, l'UE a pris des mesures contre Cuba". ■



El Popular de Montivideo, d'Aris Mendis, disait même que les Cubains de Fidel étaient certainement des agents de la CIA.

Et donc, il n'y a pas matière à discussion là-dessus, le début de la révolution cubaine n'avait rien avoir avec l'idéologie soviétique. Aujourd'hui, certains cadres, qui sont certainement très cultivés, ne connaissent pas cette histoire car politiquement, il y a des choses qui ont été occultées. Quand le Che était encore à Cuba, il y avait beaucoup de débats et de discussions. Après que le Che a quitté Cuba en 65, il y en a même eu plus, cela s'est approfondi. Mais ce débat a pris fin vers 1970, 1971.

Au sein du bloc socialiste, il y avait une division de tâches assez stricte. Cuba avait les connaissances pour produire 86 dérivés de la canne à sucre, il y a de cela 35 ans. Mais nous étions obligés de continuer à produire du sucre cru. Cela s'appelle le sous-développement. Le Comecon refusait d'aider à l'industrialisation de Cuba.

Il est clair que pour une grande quantité de cubains, ça faisait partie de la réalité des relations entre Cuba et l'URSS. C'est aussi l'URSS qui était derrière le parti communiste bolivien quand le Che a lutté et est mort là-bas. Pour nous cela représentait la trahison des communistes boliviens. Quand le Che discute avec le Secrétaire général du PC bolivien, Monje, celui-ci lui dit: "Je ne peux pas accepter que toi, qui n'es pas bolivien, sois le chef." Le Che lui répond: "Si c'était le ministre de la Défense de l'Union soviétique qui te le demandait tu lui dirais que oui".

Nous savions très bien comment l'URSS aidait les Etats-Unis contre le Nicaragua sandiniste et comment ils

essayaient de liquider la révolution au Salvador. Deux processus en faveur desquels Cuba était complètement impliqué. Ensuite comme tout le monde le sait l'URSS est tombée. Mais il n'y a jamais eu une profonde discussion de masse à Cuba là-dessus. Maintenant, le débat sur l'histoire de la révolution d'octobre de 1917 et sur son processus durant 70 ans, n'a pas eu lieu à Cuba. Moi j'appartiens à une minorité qui revendique fortement la nécessité d'un tel débat.

Dans les années 90, il se passe quelque chose de plus important. Les mesures que prend Cuba pour survivre, font qu'apparaissent pour la première fois des différences face aux rentrées économiques. Et cela pour nous a été quelque chose de très dur. Peu importe que ces différences soient incomparablement moindres que dans d'autres pays, comme le Brésil par exemple. Mais pour nous cela a été dur car ça représentait un coup porté à l'égalitarisme. Et cela a agit contre les opportunités d'une certaine partie de la population, cela a affecté la capacité de consommation d'une certaine partie des Cubains. Mais il y a aussi des éléments plus dangereux. Il commence à se former des groupes sociaux autour de ceux qui ont une meilleure situation économique. Bien qu'ils ne prétendent s'organiser politiquement, ils acculent des forces sociales. Et pourraient, demain, vouloir le pouvoir politique. A Cuba il y eut quantité de critiques très fortes envers cela. Par exemple en 1994, quand il a été affirmé à l'Assemblée nationale que jamais on ne laisserait se reformer une classe sociale de riches cubains dans le pays.

Il y a 12 ans, une loi très large qui favorisait les investissements étrangers a été approuvée. Mais pratiquement personne ne s'en souvient. Dans la pratique on n'acceptait





que les investissements dans lesquels Cuba ne perdait pas le contrôle. D'un autre côté, de nombreux investisseurs n'ont pas voulu venir chez nous dans ces conditions. Mais par exemple avec le Canada il y a eu une alliance très forte dans le domaine du nickel. Cuba voulait être payé en technologie plus moderne. Cette technologie que les Cubains n'avaient pas et à laquelle les Soviétiques ne voulaient pas nous donner accès. Et donc Cuba a amélioré son système de production, moins polluant et surtout qui consommait moins d'énergie. Et nous avons développé aussi une entreprise mixte de nickel au Canada. Et donc Cuba entre sur le marché mondial avec ces produits à travers le Canada. Notre presse ne parle pas de ce genre d'affaires mais grâce à cela nous achetons des locomotives à la Chine.

Un autre thème important est que Cuba consacre pratiquement 1,5% de son PIB au développement haut niveau de personnel scientifique qualifié depuis plus de 30 ans. Je parle de cela parce qu'aujourd'hui cela peut paraître normal et tout le monde dit que c'est nécessaire pour le développement. Mais il y a 35 ans cela paraissait un rêve ici. Cuba a, dans la recherche appliquée et dans les sciences biologiques, un niveau comparable à n'importe quel pays du monde et a obtenu, tant au niveau de la médecine que de l'agriculture, des développements extraordinaires qui dans le cas précis de la médecine peuvent être utilisés de façon concrète. Par exemple Cuba a aujourd'hui, avec le Venezuela, une relation politique fondamentale. Mais la lutte sociale du gouvernement de Chávez, dans un pays extrêmement riche et extrêmement sous-développé, peut se mener à bien grâce à l'aide de 25 000 Cubains très bien formés. Et aussi avec des technologies médicales produites à Cuba et qui ont de très bonnes capacités de production pour être utilisées dans le Tiers-monde, qui sont très résistantes et qui fonctionnent très bien. Ces technologies équipent près de 1000 centres hospitaliers au Venezuela. Cela signifie aussi qu'en échange, Cuba obtient 4 millions de tonnes de pétrole en payant avec des services et des produits de très haute qualité, et rompt ainsi avec la chaîne sans fin des échanges inégaux. Ce qui est fondamental entre Cuba et le Venezuela c'est la volonté politique. Mais si Cuba n'avait pas accumulé toute cette capacité de spécialisation, il n'aurait pas pu mener à bien ses projets.



Aujourd'hui nous sommes dans une situation de croissance économique. Moi je suis totalement opposé à l'idée que l'économie est la locomotive qui tire la société. Dans un régime anticapitaliste c'est totalement faux. Mais bon, nous voici dans la bataille d'idées, dans nos relations avec le Venezuela, nos relations avec la Chine, le Canada. Et tout n'est pas au pouvoir de l'impérialisme. En 1967, les Etats-Unis ont interdit à l'Italie d'acheter du nickel cubain. L'Italie en achetait depuis quelques mois et le gouvernement américain a averti le gouvernement italien qu'ils allaient arrêter d'acheter des produits italiens. Pour deux raisons : 1) Parce que les produits que les Américains achetaient à l'Italie pouvaient contenir du nickel cubain. 2) Parce que ces produits pouvaient avoir été fabriqués par des machines qui contenaient du nickel cubain. Dans les deux cas ils violaient la loi nord-américaine. Et le gouvernement italien s'est plié aux exigences de Washington.

Je ne suis pas prophète. Mais au-delà de cela, on peut dire qu'on a une situation politique très stable à Cuba. Certains peuvent le nier mais les faits l'ont démontré jusqu'à maintenant. Par exemple en juillet, au moment où la déclaration de Fidel a été rendue publique, dès le lendemain des fonctionnaires nord-américains annonçaient qu'ils activaient le plan pour être prêts à recevoir les vagues de Cubains qui allaient fuir Cuba. Ils disaient que cela pourrait s'élever à des centaines de milliers de Cubains qui débarqueraient sur leurs côtes. C'était ridicule ! Il ne s'est rien passé. La correspondante de l'agence de presse AP (Associated Press) était effarée du fait que les gens continuaient à faire la file pour prendre le bus, que tout le monde se rendait au travail et que les musiciens continuaient à jouer de la musique pour les touristes à La Habana Vieja, alors que Fidel était malade. Elle était effarée. ■



"Es una maravilla!", s'est écriée Celia Hart quand elle a appris que la LCR belge était invitée officiellement par le comité central du PC cubain. "Pour nous, c'est un soutien pour toutes les voix révolutionnaires critiques à Cuba".



CELIA HART

ESSAYER DES REFORMES VERS LA GAUCHE ET NON VERS LA DROITE

Celia Hart n'est pas exclue du PC cubain, mais elle est "désactivée" depuis mai 2006. Elle était militante de base depuis longtemps, mais elle a écrit des critiques sur la Chine et la démocratie à Cuba. Elle a été accusée de deux choses: elle ne pouvait pas trotskiser le Che. A ça, elle a répondu qu'elle guévarisait plutôt Trotsky. Puis on lui a reproché d'écrire de manière critique sur la Chine dans une période où les relations entre la Chine et Cuba étaient très solides. "Ils ont dit qu'il valait mieux me désactiver. Ça me donnerait plus de liberté, parce qu'à l'intérieur du parti, la ligne du parti doit être suivie strictement. Par ailleurs, ils ne m'ont absolument pas mise sous pression". Celia n'a pas de problèmes au niveau de son boulot. Mais son livre n'a pas été présenté à la bourse des livres. Il y a deux ans, des livres sur Trotsky avaient cependant été vendus à cette bourse. Le 21 août 2006, à la télé cubaine, le présentateur a mentionné que Trotsky était mort ce jour, autant d'années auparavant. On a parlé de lui comme d'un "révolutionnaire russe aux idées controversables".

Celia Hart: "Dans une très longue interview d'Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du Monde Diplomatique, Fidel Castro a fait les remarquables déclarations suivantes: "Si l'attaque de la Moncada avait réussi et si Staline avait encore été au pouvoir, Staline n'aurait jamais laissé la révolution cubaine gagner". Plus loin dans l'interview, Fidel dit que Trotsky était le révolutionnaire le plus important après Lénine. A la question de Ramonet demandant si Che Guevara était trotskyste, Fidel a répondu: "Non. Si le Che avait été trotskyste, que suis-je donc? J'ai plus critiqué Staline que ne l'a fait le Che!".

Celia Hart travaille momentanément à un doctorat en histoire contemporaine. "L'histoire Cubaine est, depuis Marti, très radicale et anti-bureaucratique. Voyez donc Antonio Mella, le fondateur du PC cubain. Mella est venu à Cuba avec le programme de l'opposition russe de gauche en poche. Mella a été la première victime de Staline. Il a été assassiné par Machado en 1929".

"Ce que j'ai entendu à propos de la révolu-

tion permanente de Trotsky, je l'avais déjà entendu du Che. Le noyau de la pensée de Trotsky, c'est la révolution permanente et l'internationalisme. Je ne viens pas originellement du trotskysme, mais du guevarisme", dit Celia Hart. Le père de Celia, Armando Hart, avait, avant 1953, une organisation en Bolivie, le MNR, qui était "à moitié trotskyste". A Cuba, Armando était un organisateur du mouvement du 26 juillet. Armando Hart a toujours été antistalinien et était fort ami avec Che Guevara. Après la révolution, Armando Hart est devenu ministre de l'enseignement. C'est alors qu'a eu lieu l'importante campagne d'alphabétisation. Il a été ensuite encore secrétaire du PC cubain et a contribué à ce que les staliniens pro-Moscou du PSP ne prennent pas trop pied dans le PC cubain. La mère de Celia était une des deux femmes qui ont pris part à l'attaque de la caserne Moncada.

Celia Hart estime que la démocratie à l'intérieur du PC est cruciale. "Nous devons plutôt essayer des réformes vers la gauche, et non vers la droite comme c'est généralement le cas. Jouer avec les mécanismes du capitalisme est toujours très dangereux. Commencer à libéraliser, c'est comme ta première cigarette. A la longue, tu ne parviens plus à t'en débarrasser. A Cuba, en ce moment, il n'y a pas d'évolution vers une économie de marché comme c'est le cas en Chine, au Vietnam ou en Corée. On peut faire des expériences vers plus de démocratie politique. Pour cela, d'après moi, des tendances doivent absolument être autorisées à l'intérieur du PC. Permettre plus de partis n'est pas une option immédiate. Beaucoup de gens, et aussi moi, ne voudraient jamais militer dans un autre parti que celui de Fidel. Mais diverses tendances sont nécessaires à l'intérieur du PC". ■



Il peut être dangereux de soutenir les plans de Bush. C'est ce qu'a senti le gouvernement italien de Romano Prodi lorsqu'il a perdu le 21 février le vote sur la présence de troupes italiennes en Afghanistan et sur l'extension de la base de l'OTAN à Vicenza. Le gouvernement Prodi a au Sénat une courte majorité de 2 sièges. Entre autre de Franco Turigliatto (Quatrième Internationale). Il était un des deux parlementaires de gauche à voter contre quand Prodi a obtenu 158 votes contre 136 et 24 abstentions. M. LIEVEN

La **RESISTANCE** CONTRE LA GUERRE A FAIT TREBUCHER LE GOUVERNEMENT **PRODI**

Avant le vote, une grande manifestation avait eu lieu le 24 février contre l'élargissement de la base militaire de Vicenza. Plus de 100.000 personnes ont protesté contre la politique de "leur" gouvernement, qui allait du centre gauche jusqu'à Rifondazione Comunista. Ce dernier parti était pourtant jusqu'il y a quelques années la force la plus importante dans la construction des mouvements sociaux forts - contre le sommet du G8 à Gênes, la guerre en Irak et la politique néolibérale. La section italienne de la Quatrième Internationale a joué un rôle important au sein du PRC et a obtenu, lors des dernières élections, plusieurs élus.

Le PRC a fait un bilan très négatif de la défaite du référendum lancé par lui autour de l'article 18 de la réglementation du travail sur la protection du contrat de travail. Un changement de direction a suivi. Le PRC se transformait en un parti qui était "et dans le gouvernement et dans la lutte", autrement dit en position d'équilibrisme. La section italienne de la Quatrième Internationale n'a donc plus soutenu la direction du PRC dans ce choix. Elle a commencé à construire et structurer un courant de gauche dans le parti, Sinistra Critica, qui a obtenu au 6ème congrès du PRC 6,5% des voix avec sa motion alternative, et 10% des votes au dernier congrès des Jeunes Communistes en septembre 2006.

Le changement d'orientation du PRC a été un coup rude pour les mouvements sociaux, mais la manif de Vicenza a permis de renouer, après 3 ans, avec la tradition du puissant mouvement anti-guerre italien. Malgré son succès, le gouvernement Prodi a maintenu sa position. Le ministre des affaires étrangères

D'Alema (DS) avait menacé: un vote négatif équivaldrait à la chute du gouvernement. Prodi et D'Alema voulaient la confrontation dans le Sénat et oblige la gauche critique à cautionner leur politique afin d'éviter toute différenciation dans le camp gouvernemental et de casser la protestation.

Tout sauf Berlusconi ?

Le gouvernement n'est pas tombé avec le vote de confiance - comme prévu institutionnellement - mais à cause d'une discussion générale sur la politique étrangère. Il y a eu des votes contre venant de la droite dans l'opposition et deux dissidents à gauche dans Rifondazione Comunista (entre autres Franco Turigliatto). Ces votes de droites ne facilitent pas la position de Sinistra Critica mais elle a quand même fait le choix de rompre l'orientation gouvernementale majoritaire du PRC sur une base politique claire, avec le soutien de protestations extraparlimentaires massives autour d'une question clé pour la gauche.

En même temps, il y a dans la gauche large une peur énorme face au retour possible de Berlusconi au pouvoir. Dans de nombreuses interviews dans la presse, Franco Turigliatto a été attaqué pour "avoir voté avec la droite", ouvrant ainsi la voie à Berlusconi. Beaucoup de reproches sont venus de Rifondazione Comunista elle-même. Franco a immédiatement exclu de la fraction parlementaire du parti. Cette exclusion marque ainsi un nouveau tournant dans le développement du PRC. Il y a quelques années, le PRC avait rejeté le stalinisme et joué la carte des mouvements sociaux. Mais désormais, ce parti se transforme en parti de gouvernement qui vote sans problème la politique de guerre et

d'austérité qu'il dénonçait la veille. La logique infernale de "tout sauf Berlusconi" a ainsi renforcé la social-démocratisation du parti. La participation au gouvernement a été rationalisée dans un discours disant que le monde changera à petits pas à partir du gouvernement, et que pour cela il faut avaler des compromis. De facto, cela signifie que le parti soutient la politique contre laquelle il a lutté pendant des années. La direction actuelle dans le PRC amènera sans doute une crise ouverte dans le parti et des clarifications et des réalignements dans la gauche radicale italienne.

Parmi une grande partie du public de gauche et des mouvements sociaux, les dissidents de gauche du PRC ont été largement appréciés comme des défenseurs cohérents du mouvement anti-guerre. Franco a reçu des milliers de messages de solidarité d'Italie et du monde entier; entre autres de Noam Chomsky, Robert Brenner, Tarik Ali et Ken Loach. De nombreux syndicalistes de la FIOM, des Sin Cobas et des centres sociaux, lui ont apporté un soutien public. Après l'expulsion de Franco du parti, il y a également une grande campagne de solidarité.

On peut voir, dans cet événement, la faille de la ligne adoptée lors du dernier congrès du PRC. Depuis qu'elle est au pouvoir, l'Union s'est pratiquement toujours opposée aux mobilisations, comme l'a montré son attitude à propos de Vicenza (et demain probablement les luttes contre le train à grande vitesse et les retraites). De tout cela, le groupe dirigeant du parti devrait tenir compte en convoquant un congrès extraordinaire plutôt que de s'engouffrer sur le chemin des expulsions pour désaccord. ■

L'escalade de la violence que le Liban a vécue en février et qui a laissé ses empreintes mortelles sur plusieurs régions du pays et plusieurs quartiers de la capitale, Beyrouth, constitue un nouveau tournant très dangereux: elle risque, si elle n'est pas contenue, de dégénérer en un chaos sanglant et destructeur entraînant notre pays dans une nouvelle tourmente que nous voyons gronder, depuis quelques temps déjà, en Irak et, aujourd'hui, en Palestine.

PAR MARIE NASSIF-DEBS, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE LIBANAIS.

LE LIBAN SOUS HAUTE TENSION
IMPASSE EN PALESTINE
GUERRE EN IRAK

Nouvelle tentative américano-israélienne dans le cadre du "Grand Moyen Orient"

La dernière guerre étasunienne contre l'Irak, préparée bien avant le 11 septembre 2001, visait, selon les stratèges "zionist christians" qui l'avaient préparée, à faire d'une pierre trois coups: d'abord, contrôler le cœur de la Péninsule arabe et son pétrole tout entier; ensuite, se placer à quelques encablures de l'Iran et des Républiques pétrolières de l'ex Union Soviétique; enfin, et à partir du projet formulé sous le titre de "Grand Moyen Orient", refaire la carte géopolitique de toute la région à commencer par le Liban et jusqu'aux confins de la Chine.

Les échecs étasuniens et leurs conséquences

Cependant, et bien que quatre ans se soient déjà écoulés, et malgré plus de 600 000 Irakiens tués (selon des estimations britanniques) par les armées étasuniennes ou dans la guerre civile que l'administration de Georges W. Bush a provoquée sous prétexte de ramener ce pays "à la démocratie", Washington patauge toujours et n'arrive pas à contrôler l'Irak. D'un autre côté, ses alliés Israéliens sont toujours mis en échec par l'Intifada palestinienne.

Quant à la Résistance libanaise et son noyau dur, le Hezbollah, ils sont toujours très présents et, même, plus représentatifs que jamais, surtout que le retrait des troupes syriennes à la suite de l'assassinat de Rafic Hariri, ex Président de Conseil libanais, en février 2005, avait permis la création d'ententes politiques nouvelles dont les premiers effets furent la scission, une fois de plus, des "Chrétiens libanais", alliés historiques des Etats Unis, en deux camps antagonistes: celui, "loyaliste", dirigé par Samir Geagea,

chef des "Forces libanaises", et l'autre, "opposant", présidé par le général Michel Aoun.

Que faire, alors, pour appliquer le projet du "Grand Moyen Orient", sinon recourir à la guerre civile un peu partout. N'est-ce



pas ainsi que des peuples hostiles peuvent être mis hors de toute possibilité de "nuire" aux grands intérêts des sociétés productrices d'armes ou de pétrole ?

Le projet: homologuer l'agression israélienne et la guerre civile

Et c'est ainsi qu'est né le nouveau projet pour le Liban: homologuer une guerre civile, basée, cette fois, non sur une division entre Chrétiens et Musulmans, puisque les Chrétiens sont déjà divisés

entre eux, mais entre Musulmans sunnites et chiites, avec le retour des raids de l'aviation israélienne, puisque l'armée de terre, prétendument invincible, est en chute libre, à la suite des coups que le Hezbollah et les autres factions de la Résistance nationale libanaise lui avaient porté entre juillet et août 2006.

Tandis que Georges Bush stigmatise le monde "civilisé" contre le Hezbollah, au Liban, et le Hamas, en Palestine, les préparatifs militaires se faisaient en douce contre Bagdad et les Israéliens revenaient tout près des frontières libanaises afin de changer certains points de la "ligne bleue" à leur profit au vu et au su des troupes de la FINUL renforcée qui doit, en principe, appliquer la résolution 1701 en empêchant les "actes offensifs" menés par Israël contre le Liban. D'ailleurs, les nouveaux chefs militaires israéliens, qui ont remplacé les généraux déchus, ne cachent guère qu'ils se préparent à une nouvelle agression contre le Liban.

Voilà pourquoi une guerre civile au Liban est pressante. La guerre nouvelle qui se prépare ne vise pas le Liban, aux dires de certaines sources occidentales, mais la Syrie et l'Iran. Ce qui veut dire que, dans un premier temps, le Liban doit être "nettoyé" des opposants afin qu'il puisse servir, dans un second temps, de point de départ de la campagne pour la "démocratisation" de la Syrie. Une fois de plus de plus, le Liban et son peuple sont dans le collimateur. Seul un gouvernement, souverain face à la tutelle étasunienne et s'appuyant sur la Résistance, peut les en sortir. ■

La Maison des jeunes de Copenhague, squat historique de la capitale danoise, a été détruite. La police a procédé à plus de 600 arrestations. DE COPENHAGUE, BERTIL VIDET

RÉPRESSION contre les JEUNES

Jeudi 1er mars, les habitants du quartier ouvrier de Norrebro, à Copenhague, sont réveillés aux aurores. Comme s'il s'agissait d'une opération antiterroriste de grande envergure, des hélicoptères des forces spéciales militaires déposent des commandos sur le toit de la Maison des jeunes, le Ungdomshuset, un squat culturel historique de la capitale danoise. En elle-même, l'évacuation s'est déroulée rapidement et relativement tranquillement.

Immédiatement, dans la matinée, des milliers de personnes se mobilisent, prouvant que le soutien au Ungdomshuset ne se limite pas à une subculture autonome. Les jours suivants sont marqués par un grand nombre de manifestations et d'actions afin de défendre les cultures alternatives. À plusieurs reprises, particulièrement dans les quartiers de Norrebro et de Christianshavn, manifestants et policiers s'affrontent violemment : des barricades s'érigent, des feux embrasent les rues et des voitures sont incendiées, paralysant la ville. Loin de ces actions spectaculaires et des médias, des manifestations, pacifiques, rassemblent des retraités et des familles.

Mais la répression s'abat. Selon la police danoise, près de 690 personnes au total - dont beaucoup de mineurs - sont arrêtées, et plus de 200 sont placées en détention préventive. Tout porte à croire, comme le pense Morten Kabel, conseiller municipal de Copenhague et membre de l'Alliance rouge et verte, que la police se sert des émeutes pour sévir contre la gauche. Des descentes ont ainsi lieu dans de multiples lieux habités par des militants de gauche. Gaderummet, un centre de crise alternative qui accueille des sans-abri et assiste des gens souffrant de troubles psychologiques, est même pris pour cible. Le porte-parole d'un comité local de soutien au Ungdomshuset, le groupe juridique et des volontaires du premier secours figurent également parmi les personnes arrêtées. Dans une opération apparemment illégale, la police investit les locaux de l'organisation politique Jeunesse rouge : tous les papiers, y compris les listes des

membres, sont examinés.

Une fois le calme revenu, lundi 5 mars au matin, la démolition de la Maison des jeunes commence. Des jeunes et des voisins pleurent et laissent des fleurs en souvenir de la maison. " Tu as été créée par l'amour de la vie ; tu es maintenant tué par l'arrogance du pouvoir ", lance l'un d'entre eux en guise d'adieu. Car, dans l'histoire de la ville, le Ungdomshuset a été un symbole majeur de la résistance. Inauguré en tant que Maison du peuple, en 1897, le lieu joue un rôle important dans la vie ouvrière. La Ile Internationale y tient sa conférence

danoise.

En 1982, la gestion de la maison, propriété de la municipalité de Copenhague, est attribuée à un groupe de jeunes. Depuis lors, le Ungdomshuset est le principal centre du mouvement de squatters danois. Une majorité de la municipalité, dominée par les sociaux-démocrates, décide, douze ans plus tard, de vendre la maison, arguant du coût des rénovations nécessaires. En 2001, une secte évangélique intégriste chrétienne, Faderhuset, fait la meilleure offre et devient officiellement propriétaire. Les squatters s'organisent et refusent de



internationale des femmes, en 1910. C'est là que Clara Zetkin, figure historique du féminisme, lance la Journée internationale des femmes. De même, Lénine et Rosa Luxemburg, de passage dans la ville, y tiennent leurs réunions. Et, en 1918, partant de cette même maison, des ouvriers attaquent la Bourse

quitter la maison. Mais une longue bataille juridique confirme le droit patrimonial de la secte et garantit la légalité d'une évacuation. La démolition de la Maison des jeunes n'est rien moins qu'une tragédie pour Copenhague. La ville a toujours besoin de son espace culturel alternatif. ■

Le 22 mars est une date mémorable : non seulement est-ce la date anniversaire du début des événements de "Mai 68" en France, un rassemblement de chefs d'état et de gouvernement l'a proclamé "Journée Mondiale de l'Eau". Evidemment, la question de l'eau mérite beaucoup mieux qu'une journée mondiale... PAR LOUIS VERHEYDEN

Le service public de l'EAU

TOMBERA-T-IL À L'EAU ?

L'eau dans tous ces états

L'eau intervient à plusieurs niveaux dans la vie humaine et y est indispensable: les plus importantes fonctions sont l'eau potable évidemment, sans laquelle un adulte meurt en trois jours, l'eau d'irrigation, sans laquelle il n'y a pas d'agriculture possible dans des grandes parties du monde, et l'égouttage qui est indispensable dans la lutte contre certaines maladies infectieuses. Ces différentes fonctions s'imbriquent: la Meuse liégeoise sert d'égout à Mittal-Arcelor et devient la source d'eau potable à 30 km de là, dans la région de Maastricht.

Le capitalisme a ici aussi façonné le monde: tandis que les uns meurent par manque d'accès à l'eau, les autres doivent subir des réclames idiots pour leur faire acheter cher en bouteille plastique ce qui sort relativement bon marché de leur robinet. Pourtant, ici plus qu'ailleurs, le capital a des difficultés à transformer le monde en marchandise. Il y a trente ans, les livres d'économie citaient encore l'eau comme une non marchandise, parce qu'elle n'était pas assez rare. Comment le monde est-il arrivé à cette rareté, à cette marchandisation de l'eau ?

Polluer c'est raréfier

Le capitalisme n'exploite pas uniquement la force de travail. Il soumet aussi les ressources naturelles à une exploitation sans égards. Si la micro-économie calcule à la seconde et au centime l'utilisation des ressources à l'intérieur de l'entreprise, tout ce qui se passe en dehors de celle-ci est considéré comme non existant. C'est ce qu'on appelle "externaliser les coûts". Cyniquement, les grands comme les petits patrons se sont débarrassés de leurs effluents à égout ou directement dans les rivières. Les eaux de surface, et même les nappes phréatiques, sont devenues des égouts. Et l'eau potable est devenue rare, et la rareté a permis la marchandisation.

Situation mondiale

Actuellement, le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable est estimé à 1,5 milliards sur les 6 milliards d'habitants de la planète. En d'autres termes: dans notre village global une maison sur quatre n'a pas d'eau courante et doit se rendre à un puits, parfois de mauvaise qualité, parfois à des heures de marche, pour aller chercher l'eau, soit l'acheter chez un marchand d'eau au prix de l'essence. En appliquant une extrapolation "Business as Usual", on estime qu'en 2020 environ 3 milliards des 8 milliards de terriens n'auront pas accès à l'eau potable⁽¹⁾.

Pourtant la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ont pris cette question à bras le corps depuis la fin des années '80. Elles ont massivement investi dans la privatisation des réseaux publics existants et dans la création de Partenariats Privé Public (PPP). Ils ont ainsi créé un marché privé valant des milliards d'euros. L'année 1997 a connu les plus grands investissements dans ce secteur au niveau mondial. Trois entreprises se partagent ce marché: Suez, l'entreprise franco-belge dont Albert Frère est un des principaux actionnaires, Véolia et RWE/Thames Water. Ensemble elles possèdent 85% du marché privé de l'eau. Depuis 2002 on assiste à un retournement de tendance. Suite à l'incapacité de ces groupes à fournir de l'eau à la population et aux scandaleuses augmentations de prix, qui ont parfois quintuplé, de grandes luttes populaires ont éclaté et ont réussi à chasser les voleurs d'eau. Ce fut le cas notamment à Cochabamba (Bolivie), mais aussi à Atlanta (USA) et Grenoble (Suisse). Suez a annoncé une opération de repli du secteur. Malgré cela FMI et BM continuent à subventionner les voleurs d'eau⁽²⁾.

De l'eau pour tous !

Il ne s'agit pas uniquement un cri de lutte d'un dirigeant populaire: c'est aussi le

titre d'un rapport de mars 2003 de Michel Camdessus, ancien directeur du FMI pour la Banque Mondiale. En bref, le raisonnement qui y est défendu c'est que si les privatisations et les PPP ne fonctionnent pas, il faut essayer de pratiquer davantage de privatisations et de PPP. (Cité par Tim Kessler "How the World Bank pushes private infrastructure..." Citizen's Network on Essential Services - juillet 2004). L'UE n'est pas en reste qui a



accordé en 2004 un milliard d'Euros aux pays ACP (ex-colonies d'Afrique, Asie, Caraïbes et Pacifique) dans le cadre prévu par Camdessus. Le commerce de l'eau est donc une affaire de très gros sous et affecte le Nord comme le Sud de la planète. Et les privatiseurs sont partout les mêmes: Suez, Véolia, RWE/Thames Water.

Les discours culpabilisants

Dans les années '70, quand la prise de conscience "environnementale" s'est manifestée, le patronat et les cercles dirigeants se sont rendus compte que continuer dans le "laissez faire, laissez aller" allait amener à une situation intenable, face à un mouvement de masse en croissance. Il a alors avancé sa solution: "pollueur payeur", qui a plusieurs avantages de son point de vue. Premièrement,

polluer l'eau reste permis. Il n'est donc pas nécessaire de faire immédiatement des investissements importants: ceux-ci peuvent se faire au rythme normal du remplacement des installations, soit pas du tout...à condition d'en payer le prix. Deuxièmement: puisque polluer reste permis, les pollutions du passé sont conçues comme des "excès dus à l'ignorance et au manque de législation". En troisième lieu, cela permet de détourner la faute des gros pollueurs de l'industrie et de l'agriculture vers les citoyens.

Car ce n'est pas le produit polluant qui va être taxée, mais l'eau ! Une personne qui utilise de l'eau du robinet pour arroser sa pelouse gaspille de l'eau potable, mais ne pollue d'aucune manière. Sa voisine qui a choisi d'utiliser moitié moins d'eau et



d'huile de bras pour nettoyer sa douche en abandonnant son nettoyant inoffensif au vinaigre pour le remplacer par un produit "miracle" chloré polluera bien plus qu'avant et paiera deux fois moins pour la dépollution, via "le prix vérité" de l'eau prélevée au robinet. En outre, l'eau de pluie abondante est considérée comme un déchet et non comme une ressource. Au lieu d'être collectée et utilisée après un filtrage sommaire pour les utilisations qui n'exigent pas que l'eau soit potable, l'eau de pluie aboutit à l'égout

L'épée et le bouclier

Une escalade analogue celle entre l'épée et le bouclier s'est mise en place en Occident. Aux firmes de la chimie, notamment de la filière du chlore, des azotes et des nitrates qui mettent chaque jour des produits plus polluants sur le marché, aux

entreprises agricoles, industrielles et commerciales qui utilisent et vendent sans discernement ces produits, répondent d'autres firmes qui vont construire des usines à dépolluer. Comme dans l'escalade entre l'épée et le bouclier il n'y a pas, et il ne peut y avoir, un gagnant définitif. Les perdants par contre sont connus⁽³⁾.

Des filières entières ne peuvent subsister sans porter gravement atteinte à la qualité des eaux. Il s'agit par exemple de l'élevage industriel de porcs, dont les montagnes de merde produites devraient parfois être transportées par camion sur une centaine de kilomètres pour un épandage légal dit supportable. Vu le nombre très réduit de contrôles, on peut s'imaginer la débrouille pratiquée par certains éleveurs.

Quelques années de rabiote

Les situations wallonnes et flamandes semblent très différentes. Il semble, mais cela n'a pu être confirmé, que de nombreuses communes flamandes ont chargé Electrabel, filiale de Suez, de distribuer l'eau sur leur territoire.

En Wallonie, la Société Wallonne des Eaux est en train de regrouper la grande majorité des réseaux communaux et intercommunaux. Les prix de l'eau sont revus à la hausse, parfois doublés. La grille tarifaire n'est pas progressive du tout: le prix au m³ est le même à partir de 30 m³ jusqu'à 5000m³. Il est presque impossible, même pour une personne seule (même en fermant le robinet pendant qu'elle se brosse les dents) de consommer moins de 30 m³ par an.

Le doublement du prix est facilement compris lorsqu'on sait qu'à l'horizon 2010 le "prix vérité" sera constitué pour moitié du "coût vérité assainissement" qui devra payer les infrastructures immenses d'épuration des eaux. Il n'est évidemment pas question de privatiser une entreprise qui devra aller chercher tant d'argent dans la poche des usagers. Pourtant l'art 82 du Traité (auquel on échappe provisoirement mais qui résume bien la philosophie de l'UE) prévoit que "Le secteur de la distribution de l'eau est...soumis aux règles européennes sur la concurrence". Sont interdits, les abus de position domi-

nante, les aides de l'Etat (art 87), de même que toute pratique (art 81) ayant pour objet de restreindre ou de fausser la concurrence....

La production et la production de l'eau bénéficient cependant de l'exception des Services d'Intérêts Economique Général (SIEG art 86, §2) Celles-ci prévoit que les règles de la concurrence ne s'appliquent que dans la mesure où elles ne font pas échec à la mission d'intérêt général. La Direction Générale de la Concurrence n'envisagerait pas d'émettre une nouvelle directive avant 2010 concernant l'eau vu que le secteur doit fournir des efforts importants pour réaliser les objectifs de la Directive Cadre sur (la qualité) de l'eau⁽⁴⁾.

Pourtant, les marchands sont dans le temple. La Société Publique de Gestion de l'Eau, qui joue un rôle central dans la politique wallonne de l'eau connaît trois actionnaires privés: Dexia, qui détient 1.4% de la SRIW; Auxipar (qui fait partie de la nébuleuse DEXIA; proche du MOC), qui détient directement 5% et un groupe de banques et assurances qui détient 15% de la Socofe. Si on tient compte de la propension de nos excellences à donner plein pouvoirs dans les Conseils d'Administration aux "vrais entrepreneurs du privé", c'est pour le moins inquiétant.

Issue politique

Le travail de conscientisation de Ricardo Petrella autour de l'eau est à prendre au sérieux et est extrêmement sympathique. Mais M. Petrella dit trop ou fait trop peu. Dans *Le Manifeste de l'Eau* il énonce, correctement, que l'eau est un droit inaliénable individuel et collectif (Principe 2) et qu'elle appartient aux habitants de la Terre en commun. (Principe 1). Ou bien il faut prendre ces paroles au sérieux, et il appartient à Ricardo Petrella et ses amis signataires du *Manifeste*, parmi lesquels Mario Soares (Portugal), SAR le Prince Laurent (Belgique), Raoul Alfonsin (Argentine) à élaborer un plan concret pour que les 1,5 milliards de personnes puissent accéder à l'eau potable. Ou bien nous pourrions croire avec quelque raison que la vraie priorité est de réconcilier les besoins d'eau de l'humanité avec les intérêts bien compris et raisonnables

des entreprises privées.

Un tel plan concret devrait au moins comporter les éléments suivants:

- Rendre l'eau potable très bon marché et facilement accessible pour une quantité d'eau correspondant à une utilisation raisonnable (hygiène personnelle et cuisine) pour chaque personne sur la planète.
- En Belgique, rendre aux communes le réseau communal de distribution et d'épuration, sous le contrôle et avec la

participation démocratiques de la population. Réunir les communes par bassin hydraulique (par rivière). Maintenir les interconnexions indispensables à la solidarité.

- Il est urgent que toutes les entreprises respectent une norme de zéro émission polluante. Tout effluent doit être traité à l'intérieur de l'entreprise ou par une entreprise publique strictement contrôlée, au frais du pollueur.
- Séparer au niveau des habitations mais aussi au niveau de l'égouttage l'eau de pluie des eaux usées et n'épurer que ces

dernières, si nécessaire.

- Imposer un "coût vérité d'assainissement" au produits polluants l'eau et non à l'utilisation de l'eau : augmenter le prix des engrais, des produits chlorés et en interdire l'usage si nécessaire.
- Expulser les entreprises privées de l'actionnariat des sociétés de l'eau wallonne. ■

1. <http://www.fame2005.org> /2. Water Justice - Rapport de l'Institut Transnational 2004/7 sur le site <http://www.oxfamsol.be> / 3. Voir Joseph Orszagh sur www.eautarcie.com / 4. Colloque " L'eau dans tous ses états " - CEPAG, www.cepag.be

Fin 1949, 178 délégués et 68 invités assistent à Bruxelles à la fondation de la Confédération Internationale des Syndicats Libres. Au total ils représentaient 46 millions de travailleurs de 47 pays. Le premier novembre dernier, 58 ans plus tard, 1.700 délégués en provenance de 154 pays fondent à Vienne la Confédération Syndicale Internationale. La CSI représente 168 millions de membres. La différence d'ampleur entre les fédérations mondiales est de taille. Mais c'est le mot "libre" qui relate le mieux la vraie histoire de syndicalisme international. Présentation des différents acteurs. PAR SASKIA MANNESSEN

Le mouvement SYNDICAL international (1)

Le pain, la paix et la liberté

"Le pain, la paix et la liberté". C'est sous ce slogan que s'est déroulée la conférence fondatrice de la CISL - ICFTU en anglais. Le "la" est donné dès le discours d'ouverture par M. Bullock du TUC britannique: "Nous avons espéré fermement que la Fédération Mondiale des Syndicats qui était fondée ici en 1945 allait poursuivre le destin qu'elle s'était fixée de réunir les syndicalistes du monde entier indépendamment de leur race, de leur nationalité, de leur religion ou de leurs idées politiques. C'est encore le but de la Conférence Mondiale que nous ouvrons ici aujourd'hui". Le deuxième jour, le Belge Paul Finet, qui sera bientôt le président de la CISL, ajoute: "En très peu de temps il a été prouvé que la Fédération Mondiale des Syndicats était, dans l'esprit de certains de ses membres, un outil de propagande en faveur d'une idéologie dont la nature totalitaire n'a jamais eu la faveur des citoyens libres des démocraties occidentales".

Quatre années plus tôt, en octobre 1945, la victoire contre l'Allemagne nazie semblait aussi une victoire contre les divergences profondes qui avaient scindé le mouvement syndical des années '20 et

'30. La création de la Fédération Mondiale des Syndicats s'était faite sous le signe de l'espoir et d'une grande attente. Les sociaux-démocrates et les communistes allaient conjointement crier "Assez !" au grand capital. C'est ce qu'on espérait en tout cas, mais les différends idéologiques se sont avérés trop importants pour garder l'unité dans la période agitée de la reconstruction. Il s'avérait rapidement que la Guerre n'avait pas résolu dans les faits les divergences profondes concernant la caractérisation du capitalisme et le syndicat, la relation avec les partis politiques et l'Etat. Elle les avait juste reportés. Des désaccords concernant la signification réelle du plan Marshall, le changement de climat pour les syndicats non communistes dans les pays de l'Europe de l'Est et les tentatives d'intégrer les secrétariats syndicaux internationaux dans la FMS faisaient réapparaître les vieilles lignes de division. Déjà après deux années, les premiers syndicats sociaux-démocrates s'enfuyaient avec la création de la CISL en 1949 comme conséquence.

La FMS existe encore aujourd'hui, même si son importance a (encore) diminué depuis la chute du Mur. Elle n'a plus de membres importants en Europe depuis

que la CGT française l'a quittée en 1995 - presque vingt ans après la défection de la CGIL italienne. Des 145 organisations avec 42 millions de membres dont elle se prévaut, la grande majorité est actuellement concentrée dans le Sud.

Le mouvement ouvrier chrétien

La cassure entre les mouvements social-démocrate et communiste n'est pas le seul qui a caractérisé le mouvement ouvrier international pendant des décennies. Le mouvement syndical international chrétien n'a jamais été réuni avec son pendant laïc dans une seule organisation - jusqu'en novembre dernier donc.

En 1981, l'Eglise Catholique Romaine a reconnu qu'il existait effectivement une question sociale dans l'Encyclique *Rerum Novarum*. C'était un document extraordinairement réactionnaire, déjà à l'époque, mais néanmoins un grand pas en avant pour le monde catholique. Le message central est que la collaboration de classe doit être recherchée, plutôt que de prôner la lutte de classe. Le Travail et le Capital sont complémentaire et pour établir ceci le patron doit reconnaître la dignité du travailleur et le travailleur doit, de son côté respecter les droits et la propriété de son patron. Pour réaliser la dig-

nité des travailleurs, il ; leur est permis de former des syndicats.

Entre-temps le mouvement ouvrier et anti-clérical était en train de s'élargir et de se renforcer depuis des décennies par des vagues de résistance. Les chrétiens à la base ne pouvaient rien faire sauf observer les événements. Rerum Novarum était saisi à bras le corps pour construire des syndicats taillé sur l'esprit chrétien. En 1909 était fondé le CNV au Pays-Bas, la CSC-AVC- le pilier par excellence du syndicalisme chrétien international- suivait trois ans plus tard. Le sommet suivait en 1920 avec la création de la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens.

En 1949, l'invitation de la CISL de la rejoindre fut refusée après concertation interne. Dans les décennies suivantes, la Fédération Chrétienne essaie d'élargir sa base en changeant de nom : elle devient la Confédération Mondiale du Travail (CMT) en 1968 et s'oriente davantage vers le Sud. La théologie de la Libération qui était à ce moment en vogue en Amérique Latine a laissé des traces profondes dans la CMT. Par conséquent, dans sa pratique internationale, il n'était pas rare qu'elle se positionne à la gauche de la CISL. Le fait qu'elle ne se soit jamais soumise à l'idéologie de la guerre froide est sûrement important dans ce cadre.

Depuis '49, il y eut différentes tentatives de rapprochement entre la CISL et la CMT, mais elle aboutirent chaque fois à des échecs dus aux différences idéologiques, la peur de la CMT d'être simplement avalée par l'autre, où la résistance des membres européens de la CISL. En 2003, le dernier président de la CISL, et le premier de la CSI, Guy Ryder, a su réunir les deux parties autour d'une table avec la proposition de saborder les deux organisations et de fonder une nouvelle ensemble. Un geste sympathique, mais la différence de taille (26/157 millions de membres) est tellement importante qu'on peut se demander si cette façon de faire amènera une différence réelle dans la pratique de la CSI.

Les secrétariats syndicaux internationaux

L'origine du mouvement syndical interna-



tional remonte encore plus loin dans l'histoire. En 1864 fut fondé l'Association Internationale des Travailleurs, sans doute mieux connue en tant que "Première Internationale". Le prétexte direct de la fondation de l'Internationale était le soulèvement en Pologne, mais la nécessité, ressentie davantage d'année en année de collaborer et de s'informer internationalement entre travailleurs notamment anglais et français en était la cause profonde. Déjà trente ans plus tôt, dans les années 1830, les ouvriers britanniques exprimaient le désir de mieux organiser les contacts internationaux sporadiques pour pouvoir mieux résister au capital qui s'internationalisait. Une tendance que les Anglais constataient lors de l'importation de plus en plus fréquente de briseurs de grève à partir du continent.

En 1872 déjà, après la défaite de la Commune de Paris, l'organisation perdait la parole. Elle ne peut donc pas présenter un beau CV bien garni. Mais sa signification pour le développement ultérieur de l'idée internationaliste, l'idée que les travailleurs doivent s'organiser aussi internationalement, est très importante. D'ailleurs, elle a influé aussi sur la législation internationale de protection du travail: il n'est pas un hasard que la première réunion entre Etats européens à ce sujet se tient un an après la fondation de l'Internationale.

La création des Secrétariats Syndicaux Internationaux, qui s'appellent actuellement Fédérations Syndicales Mondiales, est un bon exemple de cette influence. En 1889, des dirigeants syndicaux, des communistes et toutes sortes d'autres groupes politiques se rassemblent pour fêter dignement le centenaire de la Révolution Française. Non seulement, la Nouvelle Internationale est créée lors d'une de ces rencontres, mais aussi le premier secrétariat syndical international

: c'est celui des imprimeurs. D'autres métiers et industries suivent rapidement. En 1901, le Secrétariat International des Fédérations Syndicales Nationales est créé à Copenhague par des dirigeants de l'ITS. Une collaboration internationale était bien sûr souhaitée, mais un motif prioritaire était la volonté de la CGT française, des syndicats anglais et de l'AFL nord-américaine d'acquérir une indépendance par rapport à la Nouvelle ou Deuxième Internationale, dont l'ITS était issue. Ce fut d'ailleurs une coalition remarquable de syndicats qui se trouveront ultérieurement plutôt face à face. En 1913 l'organisation est succédée par la Fédération Internationale des Syndicats. Pendant cette même année, la FIS publie le "ixième rapport à propos du mouvement syndical 1912" qui mentionne qu'il y a entre-temps 32 secrétariats représentant quatre millions et demi de membres. En fait, il s'agit d'organisations européennes, même si quelques syndicats états-uniens en font partie. En Europe, le point d'appui se trouvait en Allemagne, où 27 des 32 syndicats avaient leur siège principal.

La portée des secrétariats était limitée pendant les premières années. Manque de moyens, manque d'unité dans l'identité (secrétariat de métier ou d'industrie ?), discussions sur le cours à tenir (communiste ou pas ?) les rendaient incapables de jouer un rôle dirigeant en tant que coupoles internationales pour les syndicats nationaux. Mais cela évoluait dans le bon sens à travers les années. Contrairement à certaines coupoles internationales qui jusqu'à ce jour ne sont pas capables de faire une bosse dans un paquet de margarine, certains secrétariats ont su se transformer en organisations avec une vision et une pratique internationales. Comment cela a pu se produire sera le sujet de la deuxième partie de cet article. ■

Lors de l'investiture de son nouveau mandat présidentiel, Hugo Chavez a annoncé une série de mesures visant à approfondir la révolution bolivarienne, désormais qualifiée de socialiste. Nous publions dans ce numéro des extraits d'une interview de Stalin Pérez Borges, coordinateur de l'Union nationale des travailleurs (UNT) et membre de son courant "classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome" (C-CURA), sur ces questions.

Vers un VENEZUELA socialiste

Entretien avec Stalin Perez Borges (UNT)

Au début de son nouveau mandat, Chavez a annoncé la nationalisation de la "Compagnie anonyme nationale du téléphone du Venezuela" (CANTV) et du secteur de l'électricité: comment jugez-vous ces propositions?

Stalin Perez Borges: Nous avons salué l'annonce de la nationalisation comme l'a fait également la récente plénière du courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome (C-CURA) de l'Union nationale des travailleurs (UNT). C'est un pas très positif et c'est l'une des propositions que nous avons avancées depuis toujours. Le triomphe de Chavez aux dernières élections présidentielles pose l'objectif d'un approfondissement de la révolution, et la nationalisation de CANTV est l'une des mesures qui vont dans cette direction.

Ainsi, non seulement nous l'appuyons, mais nous devons la considérer comme un premier pas qui en appelle d'autres qui permettront de mettre fin au pouvoir des patrons

capitalistes qui continuent d'agir au Venezuela.

Existe-t-il d'autres secteurs qui pourraient être nationalisés à part celui de la téléphonie et de l'électricité?

S.P.B: Oui, en premier lieu Chavez a affirmé que tous les secteurs privatisés doivent revenir dans les mains de l'Etat. Il faut déjà se rendre compte de toutes les entreprises qui ont été vendues privatisées à des prix soldés au capital international et à ses associés vénézuéliens. La privatisation de Sidor (sidérurgie) est le meilleur exemple d'une vente au rabais.

D'autre part, on trouve les entreprises pétrolières, qui méritent un débat de fond au sein de la population et des travailleurs de ces entreprises. En outre, il existe beaucoup d'entreprises dont les patrons harcèlent les travailleurs, comme l'entreprise de sanitaires Maracay ou l'entreprise de transport Caroni. Je crois que ces deux entreprises devraient être étatisées en permettant légalement que leurs travailleurs puissent les contrôler.

Ce dernier aspect devrait être mis au centre de toute nationalisation future. On voudrait que les travailleurs de CANTV possèdent un réel pouvoir au sein de l'entreprise nationalisée, de même que les travailleurs du secteur électrique. Car ce sont eux qui peuvent garantir un bon fonctionnement et une administration transparente, productive et efficiente, en éliminant le travail mal fait et en empêchant une présence accrue de du bureaucratisme et de la corruption. Nous croyons également qu'il ne faudrait pas indemniser les propriétaires des entreprises nationalisées, même si pour l'instant le gouvernement en a décidé autrement.

Quelle attitude aura le courant classiste, unitaire, révolutionnaire et autonome de l'UNT face au lancement du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) ?

S.P.B: Nous avons eu une première discussion à ce propos lors de la plénière organisée la semaine dernière. Nous avons toujours revendiqué le droit et la nécessité des travailleurs à s'organiser politiquement. Pour cela, nous n'avons pas critiqué le lancement du débat sur le Parti socialiste uni du Venezuela. Au contraire, nous proposons de nous joindre à la construction d'un grand parti socialiste démocratique. Pour ce débat, qui devrait naître avec la création du PSUV, nous avons beaucoup de propositions, mais nous voyons aussi des problèmes.

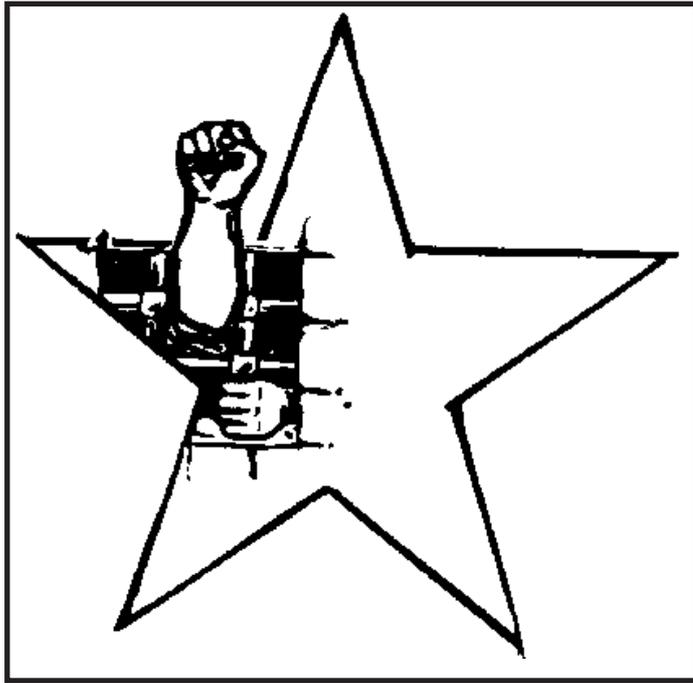
Le nouveau parti devrait refléter les intérêts des millions d'hommes et de femmes qui appuient Chavez et la révolution, ainsi que les diverses tendances et courants d'opinion qui sont pour le socialisme et qui ont aussi été favorables au processus de changement et à la présidence de Chavez. Nous croyons qu'il faut débattre ouvertement au sein de la base du type de parti qu'il faut construire. Dans le cadre de ce débat, nous défendons l'idée qu'il s'agisse d'un parti sans patrons et propriétaires terriens et dans lequel il n'y ait aucune place pour les fonctionnaires impliqués dans des cas de corruption et bureaucratisme.

Nous défendons le droit à proposer démocratiquement nos propositions et nous demanderons qu'il y ait un fonctionnement démocratique qui permette le débat, la divergence mais pas les diktats ou le "caudillisme". Les dirigeants de chaque secteur devront être élus par la base. Si nous voulons réaliser le socialisme du XXI^e siècle, il faudra renforcer la démocratie parmi tous ceux qui défendent la révolution et demandent à l'approfondir et avancer dans la définition d'un programme de rupture avec le capitalisme.

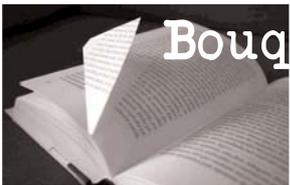
Nous respectons le leadership du président, mais, comme il le dit lui-même, il faut combattre ceux qui ne veulent pas abandonner leurs privilèges, se défaire du culte de la personnalité, des diktats politiques et des autres maux que nous avons hérité de la IV^e République. Nous entrons dans une nouvelle étape et nous mettrons toutes nos pensées sur la table en sachant qu'il y aura des débats, des frictions et des discussions politiques, sans perdre de vue notre objectif, qui est d'avancer vers un Venezuela socialiste. ■

Traduction de Luca Pellegrini pour le journal anticapitaliste suisse "Lignes Rouges", février 2007





Onze personnes se sont évadées du centre fermé de Vottem dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 mars dernier. Les fugitifs ont scié les barreaux d'une issue de secours à hauteur du premier étage et ont pris l'escalier de secours, puis ont quitté le centre en sciant le grillage. Les centres fermés sont des prisons illégales, s'évader de ces zones de non-droit est donc un acte de légitime résistance!



Bouquinages

Alain BIHR; "La préhistoire du capital Le devenir-monde du capitalisme" 450 pages - 38 euros

Selon une légende tenace, inventée et mise en forme par le libéralisme dès le XVIIIe siècle, le capitalisme serait né de la seule extension des rapports marchands et monétaires, tenus eux-mêmes comme le prolongement de " l'économie naturelle ". Légende colportée, sciemment ou à leur insu, par des générations d'économistes, d'historiens et de sociologues. Alain Bihr sape cette légende, en revenant sur le long et tortueux cheminement à travers lequel s'est formé le capital, ce rapport de production si singulier qui donne naissance au capitalisme. En prenant appui sur l'esquisse par Marx d'une triple lignée historique - distinguant les sociétés " asiatiques ", les sociétés antiques méditerranéennes et les sociétés européennes médiévales - l'auteur cherche à comprendre pourquoi ce n'est qu'au sein du féodalisme, européen mais aussi japonais, que ce rapport de production a pu voir le jour et entamer son développement, jusqu'à se mettre en état de partir à la conquête du restant du monde. Cela conduit Alain



Bihr à souligner la part décisive qu'y ont pris les processus politiques, au premier rang desquels figurent évidemment les luttes de classes, mais aussi l'édification des embryons d'Etats modernes.

A l'heure où le capitalisme semble triompher mondialement, où il a en tout cas achevé sa course historique en s'emparant de la planète entière, ressaisir l'ensemble de sa trajectoire, ses grandes étapes et ses grandes pulsations, réévaluer aussi le prix payé par l'ensemble des sociétés humaines à ce devenir-monde du capitalisme, n'est pas un luxe inutile. C'est un détour nécessaire pour qui veut comprendre le monde actuel, ses fractures et ses contradictions, les menaces mais aussi les possibilités qu'il recèle. Cela dans le but de le transformer dans le sens de l'émancipation de l'humanité des fers capitalistes qui l'asservissent et l'avalissent. ■

Alain BIHR est professeur de sociologie à l'Université de Franche-Comté. Il a notamment publié, aux Editions Page deux, L'actualité d'un archaïsme (1998), Le crépuscule des Etats-nations (2000) et La reproduction du capital (2001).

Vperiod: un point d'appui pour la IVe Internationale en Russie

Le climat politique dans l'ex-URSS et l'ex-bloc soviétique reste particulièrement difficile pour la gauche radicale. La référence au socialisme ou au marxisme y est toujours contaminée par leur ancienne caricature bureaucratique. Une nouvelle gauche radicale est pourtant en train de se former, pas à pas, quinze ans après la chute du mur. Ainsi en est-il en Russie avec le groupe Vperiod (En avant) qui s'est récemment rapproché de la Quatrième internationale.

Vperiod est une nouvelle organisation d'une soixantaine de membres, essentiellement des jeunes, qui sont actifs dans six villes en Russie. Vperiod rassemble la majorité des membres de l'ex-section russe du courant international CWI (le Comité pour un Workers International, dont la section belge est le MAS/LSP). La majorité de ce groupe était en désaccord avec le dirigisme londonien du CWI. Ils avaient notamment refusé d'appliquer la ligne de construction du mouvement "Resistance" en Russie, c'est une campagne internationale du CWI sur le terrain de l'altermondialisme, et ont plutôt opté pour une orientation unitaire en décidant de construire avec d'autres le mouvement ATTAC russe.



Depuis peu, un rapprochement s'est opéré avec notre courant, la Quatrième Internationale. Un représentant de Vperiod a pu constater au cours d'une réunion du Comité international de la Quatrième Internationale qu'il y existe une toute autre sorte de relations internationales entre les sections membres. Actuellement, Vperiod a le statut d'observateur au sein de la Quatrième Internationale, en attendant une adhésion formelle. Fin novembre 2006, notre camarade Alain Krivine, porte-parole de la LCR française a été présent à leur congrès à Moscou.

Ford

Les militants de Vperiod ne sont pas seulement actifs dans le mouvement altermondialiste (ATTAC, le Forum social européen, les actions contre sommet du G8 à Saint-Petersburg...), mais aussi et surtout dans la lutte syndicale. La situation en Russie reste également à ce niveau très difficile, notamment de par la politique particulièrement autoritaire de Poutine. Une certaine opposition syndicale de gauche commence malgré tout à se structurer. Ainsi, dans l'usine Ford de Saint-Petersburg, en février dernier, une lutte importante a été menée contre une vague de licenciements. Un événement exceptionnel étant donné le fait que les grèves ne sont reconnues que dans des conditions très limitées. Cette lutte a été l'oeuvre d'un des nouveaux syndicats de la Fédération des syndicats indépendants de Russie qui tente de former une alternative au syndicat officiel. Un des projets de Vperiod est ainsi d'aider à réaliser et à éditer un journal syndical avec les militants de ce nouveau syndicat. Leur lutte est difficile, mais essentielle afin d'offrir une alternative à l'autoritarisme poutinien et au capitalisme de mafia qui ravage la Russie. ■

M. LIEVEN

sommaire

ALTERNATIVES	
■ La dimension financière de l'alternative	2
EDITO	
■ Décoloniser le Moyen-Orient	3
ECO-LOGIQUE	
■ Science du climat et société	4
REBELLES	
■ Femmes et travail	5
POLITIQUE	
■ 5 questions sur le 10 juin	8
SOCIAL	
■ Faire la fête au CPAS?	10
DOSSIER	
■ Cuba Libre. Une délégation LCR	11
INTERNATIONAL	
■ Italie: résistance contre la guerre	19
■ Liban: sous haute tension	20
■ Danemark: répression anti-jeunes	21
■ L'eau, bien public	22
■ Le mouvement syndical international	24
■ Venezuela: interview de Stalin Borges	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	

www.sap-pos.org

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ **... et des SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.